

# Notre revue

**A** quelques encablures du XXI<sup>e</sup> siècle, le système fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'Etat bourgeois menace l'humanité entière de barbarie. La mondialisation-globalisation de la production et des échanges, la financiarisation des investissements, l'âpreté de la concurrence inter-capitaliste font peser sur les peuples, la classe ouvrière, les salariés en général, les risques de véritables cataclysmes.

En Afrique, en Amérique latine, dans les pays de l'ex-URSS, de l'ex-Yougoslavie, s'écrit déjà dans le sang et la misère l'avenir que le système capitaliste réserve aux peuples des pays industrialisés.

Alors qu'il concentre à un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale ses contradictions, le capitalisme, sous l'impulsion des principaux impérialismes, notamment les Etats-Unis, est engagé dans une offensive stratégique contre la classe ouvrière internationale : une armée de chômeurs couvre la planète ; la paupérisation jusqu'alors réservée au tiers-monde gagne des secteurs entiers des pays d'Europe et des Etats-Unis, frappant de plein fouet notamment la jeunesse condamnée aux petits boulots, à la précarité, à la marginalisation. Prise à la gorge par l'âpreté de la concurrence, chaque bourgeoisie s'engage dans une attaque sans précédent contre les salaires, remettant en cause toutes les conquêtes sociales en même temps que privatisation du secteur public, délocalisations d'industries entières se multiplient. Les lois du marché s'appliquent avec une brutalité inouïe. Les nouvelles techniques de production (informatique, télé-travail) condamnent des dizaines de millions de femmes, d'hommes, à ne jamais travailler.

Dans un ouvrage salué par la critique et l'intelligenstia institutionnelle comme un événement majeur, *Le passé*

*d'une illusion*, François Furet analyse les rapports selon lui tissés entre communisme et fascisme depuis la Révolution d'Octobre, et conclut en ces termes :

*«Déjà privé de Dieu, l'individu démocratique voit trembler sur ses bases, en cette fin de siècle, la divinité historique : angoisse qu'il va lui falloir conjurer [...] L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance sur le sujet, dans le monde d'aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf. Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons».*

L'ancien intellectuel (1) stalinien le regrette sincèrement, mais hélas, l'idée de «révolution» ayant enfanté les monstruosité que l'on sait, il faut admettre le monde comme il est, s'en satisfaire, comme un moindre mal.

La pensée de François Furet -président de la Fondation Saint-Simon (2)- vertèbre actuellement toute l'idéologie dominante. Accepter le monde tel qu'il est, sous peine de voir, en cas de luttes anti-capitalistes victorieuses, de nouveaux goulags ensanglanter la planète, tel est le postulat. Pour Furet, le choix se réduit à la soumission aux lois du marché... ou à la barbarie révolutionnaire.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'argument ne manque pas de force. La chute du mur de Berlin ne signifie pas, loin s'en faut, que le stalinisme ait disparu de la scène de l'histoire : il sert maintenant de repoussoir brandi devant les peuples du monde entier : «Souvenez-vous de Staline, de ses crimes !» s'écrient les golden boys...

Les fondateurs de cette revue prennent radicalement le contre-pied de cette affirmation. Au tintamarre multimédia des hérauts de la pensée unique diffusant le vieil air de pipeau du libéralisme orchestré en symphonie triomphale, nous opposons la né-

cessaire analyse de la condition humaine, de son éco-système plus fragile et menacé que jamais par l'emprise barbare du Leviathan.

L'alternative reste : Socialisme ou Barbarie.

Rédigeant en 1938 le programme de Transition, texte fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, Léon Trotsky écrit : *«Les prémisses objectives ne sont pas seulement mûres mais ont commencé à pourrir».*

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé : la putréfaction a atteint d'inimaginables sommets. Sur tous les continents, à des rythmes différents, ouvriers, paysans, intellectuels, jeunes ont combattu l'impérialisme et la bureaucratie au pouvoir. Ces mobilisations sont parvenues à poser le problème du pouvoir ; elles n'ont victo-

rieusement abouti dans aucun pays, se heurtant à la garde rapprochée du capital que Trotsky qualifiait de «frères jumeaux de la contre-révolution», sociaux-démocrates et staliens. La restauration du capital en URSS clôt à l'évidence toute une période historique. Privée de ses anciens repères, la pensée se délite, hésitant entre le réalisme de la soumission, la rumination philosophique ou religieuse, l'érudition marxiste, la fuite dans l'utopie critique ou le refuge dans le clapier du dogme.

L'histoire n'a pas de fin. Dans la vieille Europe, en Amérique comme sur tous les continents, la lutte contre «la réaction sur toute la ligne» se mène, se mènera. Inévitablement. Les nouvelles générations refuseront les conditions que le capital triom-

phant mais miné veut leur imposer. Le pari que prétend engager notre revue, c'est d'apporter une contribution, si modeste soit-elle, à l'armement politique des résistances qui mûrissent sous les eaux dormantes. Le mouvement des peuples et des travailleurs ne se commande pas : il est l'ordre fondamental des sociétés.

Le comité de rédaction,  
le 15 novembre 1995

1 Lors du bicentenaire de la Révolution Française, François Furet s'est manifesté pour s'en prendre... aux révolutionnaires de 1789 ! Ce qui caractérise au bout du bout le stalinisme c'est la haine de la révolution : François Furet n'a pas vraiment changé, il persiste et signe.

2 Cette fondation rassemble pêle-mêle dirigeants patronaux et syndicaux, hauts fonctionnaires, hommes politiques et journalistes.

## LES FINANCES

**Le comité de rédaction a décidé de publier, dans chaque numéro de la revue, un état de ses finances**

**Ce premier numéro a été financé par une collecte parmi tous ceux qui ont contribué à sa fabrication ou qui entendent la diffuser. Chacun a versé entre 500 et 1000 francs.**

**Son coût de fabrication devrait avoisiner la somme de 15 000 Francs.**

**Nous rendrons compte, dans le second numéro, des chiffres de diffusion, des rentrées d'argent et des frais divers.**

**C'est dire que cette revue ne pourra vivre que grâce à l'action militante, aux contributions financières de ceux qui estiment qu'elle doit**

**POUR QUE CARRÉ ROUGE EXISTE,  
SOUTENEZ-LE FINANCIEREMENT,  
ABONNEZ-VOUS**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :  
Prénom :  
Adresse et code postal :

Je désire m'abonner à *Carré Rouge*.

Je verse 100 F pour 4 numéros.

Je souscris un abonnement de soutien de 200 F (ou plus)

Chèque à l'ordre de Christiane Fourgeaud

Envoyer ce bulletin (ou une feuille libre reprenant ces indications) à  
**Carré Rouge, 83 rue Léopold Rechossière,  
93300 AUBERVILLIERS**

# De la déchirure à la débâcle

Charles Jérémie

« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire une deuxième fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce »

Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*

Sur le papier, l'analyse de l'élection présidentielle ne souffre d'aucune ambiguïté. Selon une formule qui a fait florès, c'est pile-poil pour Jacques Chirac.

Installé à l'Élysée, le fondateur du RPR renoue donc la chaîne -avec de Gaulle et Pompidou- qui assurait aux gaullistes le pouvoir absolu sur la V<sup>e</sup> République.

Juppé, bras droit de Chirac, dirige un gouvernement à sa dévotion, alors que son bras gauche, Seguin, préside une Assemblée nationale où la «majorité» n'a jamais été aussi puissante.

L'unité de commandement restaurée aux sommets de l'Etat, appuyée sur une majorité aux ordres, la bourgeoisie dispose des moyens politiques et institutionnels d'agir. Fort et vite. Chirac succède à François Mitterrand, Juppé, lui, prend le relais d'Edouard Balladur.

Un Premier ministre candidat a été battu -finalement de peu- mais battu par Chirac et Jospin au premier tour, d'abord et avant tout parce qu'il avait été laminé par les grèves, les manifestations et les affaires. L'immense mobilisation contre la loi Falloux -au départ totalement spontanée- comme les grèves à Air France et chez Alstom, et surtout le formidable mouvement des jeunes contre le CIP

avaient porté des coups mortels à Balladur et à son équipe.

Le discrédit du PS et du PCF était tel que seul Balladur ou Chirac pouvait électoralement l'emporter.

Revenons à notre point de départ : la bourgeoisie a remporté une bataille électorale qu'elle ne pouvait pas perdre. Sur le papier c'est un bonapartisme restauré et triomphant qui devrait être à l'œuvre.

## DE LA DÉCHIRURE...

Or, dès son installation, le gouvernement Juppé a commencé à se déchirer. L'éviction de Madelin révèle bien autre chose que des différends tactiques sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs (critères de convergences) fixés par le traité de Maastricht. Au vrai, les cercles dirigeants de la classe politique, comme ceux du C.N.P.F., sont divisés, désemparés. Sous la menace des «marchés», ils savent qu'il leur faut affronter les salariés, la jeunesse. Instruits par l'expérience, ils craignent les conséquences de ces affrontements. Plus précisément encore, ils ont peur du mouvement spontané de la jeunesse et des salariés.

Sans doute veulent-ils que les direc-

tions syndicales prennent en charge l'essentiel du «sale travail». Mais ils savent également que, sous peine de disparaître, d'implorer -à l'exemple de la FEN, voir également le dernier congrès de la C.F.D.T.-, ces dirigeants, le pourraient-ils qu'ils ne le feraient pas avec l'efficacité nécessaire. Les confédérations peuvent contenir, refouler, diviser. Elles ne peuvent agir à la place du gouvernement.

Alors, sur le statut de France Télécom, sur le referendum sur l'école, sur les attaques contre les fonctionnaires et leurs retraites, sur la dislocation de la Sécurité sociale et la création des «fonds de pension», Chirac et Juppé avancent en louvoyant : un pas en avant, un pas de côté, voire un pas en arrière.

Le résultat de cette situation s'inscrit quotidiennement à la Bourse de Paris: le Cac 40, véritable indicateur de la popularité du gouvernement dans les cercles du capital financier, bredouille à la baisse : les investisseurs étrangers fuient une France malade. Ainsi, quelques semaines après avoir «vaincu», le gouvernement nommé par Jacques Chirac vacille et se déchire alors que les salariés et les jeunes commencent, à peine, à se mobiliser.

Plus révélateur encore, à l'Assemblée nationale, la majorité harcèle le gouvernement, le poussant à plus de rigueur contre les salariés. Balladur et chiraquiens s'opposent, alors que les déclarations contradictoires se multiplient au sein même du gouvernement.

Le gouvernement prend l'eau. Les rouages de l'Etat se grippent.

C'est dans ces conditions que le Président Chirac s'est exprimé. Clairement. Nettement. Contre les «déficits». Pour la rigueur. Il lui fallait sortir de cette incertitude qui mine tout à la fois le gouvernement et la Bourse, impuissantant l'appareil d'Etat. Bonaparte doit être reconnu, fort, à l'ex-

térieur comme à l'intérieur. Marx, dans son *18 Brumaire* d'une incroyable modernité, cite l'*Economist*, le journal anglais de référence de l'époque : «*Dans toutes les bourses d'Europe, le président est actuellement reconnu comme la sentinelle de l'ordre*».

Chirac s'est donc adressé aux banques centrales, au capital financier, comme la «sentinelle de l'ordre». Il a fixé la ligne et les délais. Quelques jours plus tard, confirmant l'analyse qui précède, un nouveau gouvernement était constitué. Il ne s'agit pas d'un remaniement, mais d'un gouvernement nouveau : Juppé II.

Et ce gouvernement, indique le président, doit cesser de louvoyer, de se déchirer, il doit frapper : réduire les déficits, c'est-à-dire disloquer la Sécurité sociale, augmenter la C.S.G., s'en prendre au système de retraite des fonctionnaires, rétablir l'ordre dans les banlieues... Vaste programme.

A peine nommé, Juppé II est critiqué par Balladur et Léotard. A peine en place, le gouvernement doit faire face aux premières mobilisations des étudiants (Rouen) qui sur l'essentiel obtiennent gain de cause. Et une nouvelle vague de grèves commence à se former : Air France, Météo nationale, postiers, etc.

## ...À LA DÉBACLE

Fait sans précédent dans l'histoire de la Ve République, le président a dû nommer un «nouveau» gouvernement six mois après son élection : preuve spectaculaire d'une crise profonde dans les sommets d'un bonapartisme sénile...

Nous pouvons sereinement avancer le pronostic suivant : Juppé II connaîtra le sort des gouvernements Balladur et Juppé I. Pris en tenaille par «les affaires» et les combats que sa-

lariés et jeunes ne manqueront pas de mener, le gouvernement Juppé II va se disloquer.

Précisons que cette débâcle ne signifiera pas automatiquement le passage à une crise révolutionnaire ouverte. Il est trop tôt pour apprécier les conséquences de la dislocation du gouvernement Juppé II, d'autant que l'expérience nous a appris à ne pas confondre un processus en cours et son point d'arrivée. In fine, tout va dépendre de la force, de la puissance du mouvement spontané des masses, du niveau de conscience auquel il se hissera.

Les mouvements qui éclatent depuis plusieurs mois ont des caractéristiques, un dénominateur communs : pugnacité des grévistes, occupation des locaux avec parfois séquestration des directions, piquets de grève, manifestations puissantes et tendance à la généralisation... Un nouvel état d'esprit commence à se faire jour. Dans *Le Journal du Dimanche* (12 novembre 1995) un reportage sur le mouvement naissant des universités témoigne de ce processus. Un étudiant déclare : «Pour se faire entendre, il faut entrer dans la mêlée. Ca, à Toulouse, on sait faire».

Comme toujours, c'est la jeunesse qui est aux avant-postes : elle entraînera les parents. C'est cette maturation qui fournira dans les semaines et mois qui viennent les réponses aux problèmes posés.

Le gouvernement Juppé II va agir avec brutalité en recourant aux ordonnances. Les coups portés contre les salariés feront mal. Agressés, ils réagiront, plus ou moins vite, mais ils réagiront. Les masses, dans leurs mobilisations, vont trouver sur leur chemin les appareils syndicaux et les partis, P.S. et P.C.F. qui, tout en soutenant Chirac, préparent déjà le «réalisme de gauche». Tout indique, pour reprendre une formule de Trotsky, que les masses «peuvent briser la résistance anti-révolutionnaire des

partis et des syndicats». C'est dans ce mouvement que le front unique sera réalisé. Non en le réclamant aux dirigeants. Nicole Notat, fidèle à l'origine et à la nature de la C.F.D.T., s'est depuis longtemps rangée dans le camp du C.N.P.F. et s'exprime comme une servile collaboratrice de Juppé. Quant aux dirigeants des deux grandes confédérations ouvrières, CGT-FO et CGT, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour diviser, diviser, diviser encore. Répétons-le : la clef du succès est liée à la capacité du mouvement spontané de la jeunesse et des salariés à submerger les appareils pour leur imposer l'unité.

Créée en 1958 par un coup d'Etat, soutenue par la S.F.I.O. et le P.C.F., la V<sup>e</sup> République est en bout de course. A l'époque, Bonaparte pou-

vait encore parler fort au nom de la France. Aujourd'hui, intégrée mais aussi disloquée par la mondialisation du capital, certains secteurs de la bourgeoisie s'interrogent sur l'efficacité de cette forme de domination de classe.

Jacques Chirac hérite des difficultés accumulées, des faiblesses chroniques de la bourgeoisie française à défendre ses parts de marché, comme à affronter son prolétariat. Mais de surcroît, le monde a radicalement changé : la dislocation de l'ex-U.R.S.S., la restauration du capital dans les pays qui la constituaient, a frappé à mort le principal soutien du bonapartisme : le P.C.F. Son agonie se poursuit, inexorable. Quant au P.S. si sa rémission électorale aux présidentielles rappelle à ceux qui l'auraient oublié que les masses utili-

sent les outils électoraux dont elles disposent pour s'opposer aux candidats de la bourgeoisie, il ne s'agit que d'un sursis accordé par les circonstances : salariés et jeunes n'ont pas la mémoire courte et ne nourrissent que peu d'illusions sur la politique du P.S., de Lionel Jospin. A cet égard, le résultat d'Arlette Laguiller est significatif d'une recherche, d'une radicalisation politique...

Déchirure dans les sommets, affrontements inévitables avec la jeunesse et la classe ouvrière, les mois qui viennent seront passionnants. De la déchirure... à la débâcle. La crise de régime est à l'ordre du jour.

Charles Jérémie  
Paris, le 15 novembre 1995

# De la déchirure ... à la crise de régime (suite)

Il est exceptionnel que, dans un laps de temps aussi bref, des événements considérables illustrent l'analyse à laquelle nous avons procédé dans l'éditorial daté du 15 novembre. L'encre de cet article était à peine sèche qu'une véritable lame de fond se développait chez les étudiants et, surtout, chez les cheminots. Cette lame est en passe de tout balayer sur son passage, bénéficiant de la sympathie de la population, ces «usagers» que les média veulent toujours dresser contre les grévistes.

Et maintenant, la grève de la RATP paralyse totalement Paris et sa région ; au moment où nous écrivons, postiers, gaziers, électriciens entrent dans l'action et cherchent à imposer la grève générale de la fonction publique contre le gouvernement Juppé II, alors que les confédérations n'ont toujours pas lancé un tel mot d'ordre. Partout les mêmes revendications : retrait du plan Juppé et des contrats de plan concernant chaque entreprise de service public. «Tout indique, écrivions-nous dans

l'éditorial, pour reprendre une formule de Trotsky que les masses «peuvent briser la résistance anti-révolutionnaire des partis et des syndicats. C'est dans ce mouvement que le front unique sera réalisé, non en le réclamant aux dirigeants.»

Les faits établissent que cette appréciation n'était pas exagérée. Le formidable mouvement spontané des cheminots, des salariés de la RATP et maintenant des postiers, submerge les bureaucraties, impose l'unité aux directions syndicales.

La magnifique grève des cheminots constitue aujourd'hui l'avant-garde de la lutte contre le gouvernement Juppé II et ses plans ; et les grévistes voient clair : lors de la manifestation du 28 novembre, sous une banderole intersyndicale des cheminots CFDT, CGT, CGT-FO, on pouvait lire : «A bas le plan Juppé-Notat !»

De fait, la grève des cheminots radicalise les rapports politiques entre salariés, syndiqués et dirigeants confédérés. En s'attaquant de front, pour la première fois, au cœur des conquêtes sociales (la Sécurité sociale), la bourgeoisie française a mis le feu aux poudres. Et la diplomatie secrète, faite d'arrangements et de déjeuners, la quotidienne collaboration de classes qui, jusqu'alors, rythmait les rapports entre dirigeants syndicaux, gouvernement et patronat, vole provisoirement en éclats.

Interrogé à la télévision, Marc Blondel lâche, désabusé : «Chirac m'a menti par omission...» Questionné sur la participation «historique» de la CGT et de la CGT-FO, à travers leurs secrétaires généraux, à la manifestation du 28 novembre, le même Marc Blondel laisse tomber, lucide : «C'est Juppé qui est le responsable...»

A l'heure où nous écrivons, postiers, salariés de l'EDF-GDF, fonctionnaires des impôts, entrent dans la grève : la généralisation se développe. La lame peut devenir déferlante et réaliser la grève générale de la fonction publique, voire la grève générale tout court... Le gouvernement n'y résistera pas.

# Hourra pour la classe ouvrière !

Constatons avec humilité, mais constatons cependant, que notre analyse est en voie d'être vérifiée et bien plus vite que nous ne l'imaginions. Mais l'intensité de cette lutte des classes ne saurait se limiter aux légitimes revendications des salariés : les grèves en cours vont redistribuer toutes les cartes politiques. Que le gouvernement cède, et on verra monter les Balladur, Sarkozy et Compagnie à l'assaut de Jacques Chirac. La «majorité» explosera. Ce premier décembre, certaines informations font état de réflexions qui se mènent à l'Élysée : referendum, dissolution de l'Assemblée nationale...

La lutte des cheminots, des fonctionnaires, des étudiants, marque au fer rouge toutes les forces politiques. Ainsi, alors que les principaux dirigeants du Parti socialiste, parmi lesquels Rocard, Evin, Martine Aubry, Jack Lang, avaient salué le «courage» du plan Juppé dans une «cacophonie» qui inquiétait le Premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin doit, sous peine de connaître le même sort que Nicole Notat, «clarifier sa position». Et vite. Ce faisant, c'est tout l'édifice de quatorze années de mitterrandisme qu'il va ébranler... Le Parti socialiste doit rester un recours face à la crise du régime qui s'annonce. En mouvement, dans l'action, les masses se politisent, posent les véritables problèmes : dans l'imposante manifestation des femmes, elles scandaient :

«Oui à la capote, non à la calotte.»

La classe ouvrière, la jeunesse, commencent à imposer par la force, par la grève, l'action de classe, une clarification politique majeure.

A l'unité naissante CGT, CGT-FO, doit nécessairement répondre, sur le plan politique, une perspective du PS et du PC, au cas où... Evidemment, pour les dirigeants syndicaux comme pour les dirigeants politiques, il s'agit de s'ordonner pour affronter une situation de vide politique possible...

Qu'on se rappelle simplement qu'il y a quelques semaines, Robert Hue préconisait une «opposition constructive» et Jospin le «réalisme de gauche»...

Les événements s'accélèrent. Evidemment, lecteur, quand tu liras ces lignes, elles seront factuellement «dépassées» ; mais le cap fixé par l'analyse demeure. C'est cela qui doit susciter débat et discussions.

Il est prématuré d'écrire qu'une crise révolutionnaire va éclater, mais ce qui est certain, c'est que la crise de régime est plus que jamais à l'ordre du jour.

Répétons-le : nous allons vivre des semaines, des mois passionnants. Décidément, *Carré Rouge* voit le jour sous d'heureux auspices.

Hourra pour la classe ouvrière !  
Bonne année 1996...

Charles Jérémie  
1<sup>er</sup> décembre 1995

# Texte de

«Le socialisme est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner» (Siniavsky devant ses juges)

Telle est la citation que nous avons décidé de mettre en exergue du texte autour duquel nous nous sommes rassemblés.

La publication de ce premier numéro de **Carré Rouge** est la première traduction concrète des nombreuses discussions que nous avons menées depuis plus d'un an. Les événements, tant nationaux qu'internationaux, n'ont pu que nous confirmer dans la perspective que

Les rédacteurs, les signataires de ce texte sont, pour la plupart, d'anciens militants trotskystes de l'OCI-PCI. Nous avons milité dans cette organisation des années soixante aux années quatre-vingt-dix. Les uns ont été exclus, les autres se sont éloignés. Si nous nous sommes retrouvés, c'est que, malgré l'isolement, la démoralisation pour certains, nous n'avons pas abdicqué : nous considérons que le socialisme était la seule réponse à la crise historique du capitalisme. Nous le pensons plus que jamais.

«L'archaïsme», c'est l'impérialisme.

«La modernité», c'est le socialisme.

Socialisme ou barbarie : jamais les termes de cette alternative, formulée par Trotsky à la veille de la Seconde Guerre mondiale, ne se sont posés à l'humanité dans son ensemble avec une telle gravité.

C'est pour discuter et agir dans ce sens que nous nous sommes réunis. C'est pour discuter et agir dans ce sens que nous nous adressons à vous.

L'incroyable et vertigineuse dégénérescence de l'OCI-PCI, devenue une secte au service en particulier d'une faction de l'appareil de FO, nous amène à nous interroger sur les causes profondes de cette descente

aux enfers. D'autant que ce «résultat», proprement monstrueux, se retrouve, sous des formes diverses, dans tous les pays où existaient des groupes, des organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Partout, la lutte pour la révolution mondiale, l'internationalisme prolétarien, s'est transformée en son contraire : une vision nationale, provinciale du combat révolutionnaire ; jamais une réelle discussion internationale n'a pu se développer, contradictoire et fraternelle.

Partout le centralisme démocratique s'est traduit par la création d'un petit appareil ultra-centralisé, encadrant, dominant l'organisation ; des chefs, véritables gourous, échappant à tout contrôle, interdisent, tuent au sens propre du terme, la discussion, la démocratie, avec des méthodes finalement peu différentes de celles du stalinisme et de la social-démocratie. Plus l'OCI-PCI prétendait s'ouvrir à la discussion avec d'autres courants, plus le régime intérieur devenait étouffant, l'activisme s'opposant à l'action politique, la dictature de la direction, des permanents, s'exerçant contre les militants.

Enfin la lutte politique pour le socialisme s'est traduite (sous des phrases gauchistes ou platement réformistes suivant les périodes) par

un opportunisme sans limites ; ainsi l'ex-PCI s'est dissout dans un pseudo PT qui ne prétend même plus combattre pour le socialisme, mais défend la « République », les « libertés communales », la « laïcité », milite pour une « véritable reprise économique » et défend bec et ongles les « prérogatives des organisations syndicales » c'est-à-dire, tout banalement, un « programme » pro-bourgeois. Ainsi le PT s'est-il opposé à la mobilisation contre la Loi Falloux comme à celle des jeunes contre le CIP... apportant son (petit) soutien à Balladur.

*« J'ai semé des dragons, j'ai récolté des puces »,* écrivait Marx.

Trotsky a semé avant son assassinat les éléments programmatiques d'une Internationale révolutionnaire : le résultat est un échec terrible, total.

En France et dans tous les pays du monde.

C'est un fait considérable qui doit absolument être analysé, pour en trouver les racines théoriques et organisationnelles. Cette réflexion, à nos yeux, est une action. Mais cette réflexion ne peut être que collective, libre, fraternelle, débarrassée de toutes rancœurs, amertumes et attaques personnelles, mais sans rien laisser dans l'ombre ; non par goût des règlements de comptes, tout simplement par honnêteté.

Ayant connu des parcours personnels et politiques différents, nous nous sommes retrouvés en toute sérénité et liberté. Nous mesurons les risques et les limites d'une telle entreprise (devenir un énième regroupement ou un club de discussion) mais il n'est à nos yeux d'autre voie.

## LE COUT DE LA

## DE LA PROPRIÉTÉ

## DES MOYENS DE PRODUCTION

A la base du désordre du monde, des marques de recul de la civilisation (en tant que lutte de l'homme contre les fatalités de la nature) auxquels nous assistons chaque jour : la propriété privée des moyens de production, le système capitaliste.

Ce système a évidemment beaucoup évolué depuis l'analyse que Marx en a faite au XIX<sup>e</sup> siècle. Il a capté tous les progrès technologiques à son profit, il a affiné sans cesse ses armes idéologiques.

Mais les traits essentiels que Marx avait analysés, ceux que Lénine a précisés lorsque ce système est parvenu à son « stade impérialiste », demeurent. Toute la différence est de degré.

Traditionnellement soumis à ce que Marx a analysé comme la « baisse tendancielle du taux de profit », il y répond toujours de la même manière : recherche des gisements de main d'œuvre les moins chers, ce qui l'a mené à mettre la planète entière en coupe réglée ; lutte impitoyable et pression incessante pour abaisser partout le coût du travail.

Désormais, parvenu au stade impérialiste, le capital financier domine sans partage mais non sans contradictions. La spéculation est devenue un moyen ordinaire de recherche du profit, tout aussi naturel au capitalisme actuel que la recherche du profit dans la sphère de la production marchande, et s'exerçant spontanément au détriment de celle-ci.

Classiques ou modernes, ces tendances sont inhérentes au système même fondé sur la propriété privée des moyens de production. Elles ne sont pas le fruit d'une volonté machiavélique, mais le produit inévitable de ce système où la propriété est « sacrée » (le terme, inscrit dans

la Constitution depuis 1789, demeure essentiel). Il est tout à fait vain de supplier les capitalistes d'orienter leurs capitaux vers la production plutôt que vers la spéculation : propriétaires privés de leurs capitaux, ils les orientent vers les sources de profit les plus rentables.

De l'existence de ce système découle, là encore naturellement, un certain nombre de conséquences dont nous ne citerons que quelques exemples :

- lutte acharnée et d'une brutalité sans cesse accrue des capitalistes entre eux pour le contrôle du marché ;

- abandon des secteurs non rentables en terme de profits (et bien sûr, avant tout, de tout ce qui relève du « service public », qu'il soit de santé, d'instruction, de transports, etc., mais aussi de toute une série de productions culturelles ou intellectuelles) ;

- utilisation des technologies modernes à d'autres fins que celles qu'elles pourraient avoir. L'exemple des outils de communication est particulièrement intéressant : ils réduisent aujourd'hui la planète aux dimensions d'un village, réalisent l'ubiquité absolue, l'instantanéité au niveau planétaire. Ce qui pourrait être un instrument prodigieux de gestion rationnelle des moyens de procurer le bien-être universel ou de sauvegarder le patrimoine écologique de la terre est, entre les mains de ceux qui sont engagés dans la lutte implacable pour réaliser le profit de leurs capitaux privés (quelle que soit la dimension de leur entreprise, patriarcale ou multinationale) un outil terrifiant :

- délocalisations (télétravail, entreprises émietées dans le monde entier, gestion des stocks et de la production à flux tendus) qui ravagent des zones entières de la planète, permettent de surexploiter de jeunes classes ouvrières et, en re-

tour, répandent cette surexploitation dans les zones où des classes ouvrières traditionnellement plus organisées ont été éparpillées dans un premier mouvement ;

. pression idéologique intensifiée ;

. destruction de civilisations par l'uniformisation des hommes, conçus comme consommateurs ;

. spéculation et mouvements instantanés de capitaux (souvent fictifs), au risque de provoquer, sans résistance possible, de véritables cataclysmes économiques et donc humains, à l'échelle du monde entier.

Ces techniques, qui pourraient permettre la maîtrise des producteurs sur la production et la distribution, comme jamais l'humanité n'en a eu les moyens, sont, entre les mains des propriétaires privés des moyens de production, un instrument redoutable pour les en dessaisir comme jamais.

Mais les besoins d'une rentabilité financière sur des cycles de plus en plus courts, font que le capitalisme freine de façon croissante les évolutions techniques pouvant servir à l'humanité tout entière.

Ces tendances, inhérentes, répétons-le, au système même, sont à la fois accélérées et freinées par la résistance que leur oppose la classe ouvrière mondiale. Cette résistance, qui est souvent une question de vie ou de mort, est pour l'essentiel spontanée. Mais elle est sans cesse (et on pourrait dire toujours plus) enrayée par la concurrence des groupes capitalistes entre eux, des Etats entre eux, des corporations entre elles.

Dans un cadre où le capitalisme a l'essentiel de la maîtrise de l'espace et du temps (qui sont des catégories fondamentales de la conscience en général, et de la conscience de classe en particulier), il en joue pour émietter les travailleurs, les opposer les uns aux autres. Cette pratique

n'est pas nouvelle ; elle prend simplement une tout autre intensité. Sur ce terreau fleurissent le nationalisme, la xénophobie. Les «réponses» les plus effroyables au désarroi et à l'angoisse se développent irrésistiblement : fanatisme, «intégrismes», d'ailleurs manipulés par les entreprises multinationales et les Etats. Ces apprentis sorciers créent ainsi, pour leurs intérêts à courte vue, les conditions d'affrontements incontrôlables.

Si la résistance qu'opposent spontanément les prolétaires à l'exploitation accrue à laquelle ils sont soumis est bien réelle et ne cesse de se montrer, elle est cependant bornée par l'impossibilité d'accéder spontanément à la conscience de ses causes premières. Fossoyeur potentiel (et unique) de la société capitaliste, la classe ouvrière en est également le produit aliéné.

On ne peut attendre du système fondé sur la propriété privée des moyens de production qu'il s'effondre dans une «crise finale». Il a traversé les pires crises, dont personne n'aurait parié qu'il pourrait sortir. Pourtant, il a survécu. A chaque fois, il y est parvenu en créant les conditions d'une crise encore plus violente à venir.

En somme, si aucune crise «spontanée» ne peut en finir avec ce système, les conditions sont mille fois réunies d'une crise définitivement fatale à la civilisation humaine et à la planète. Il n'est pas besoin d'essayer de tracer ce que pourrait être la barbarie : nous en avons sans cesse sous les yeux des manifestations tangibles et nous connaissons les formidables moyens de destruction que recèle désormais la planète. En revanche, aucune crise «finale» ne peut se produire dont l'issue serait la disparition spontanée du système capitaliste, laissant le terrain libre à une réorganisation tout aussi spontanée de la société mondiale sur des bases com-

munistes. Si tel est bien le contenu inconscient et spontané de toutes les luttes de quelque ampleur de la classe ouvrière, il ne peut être atteint que si ce mouvement est «fécondé» de l'intérieur par la conscience de son objectif final : l'expropriation totale de la propriété privée des moyens de production et la destruction des Etats dont la raison d'être est de la protéger, quelle que soit leur forme.

Toute tentative d'enrayer les effets effroyables du capitalisme exige de remettre en cause la propriété privée des moyens de production. Il n'y a pas de compromis ni de moyen terme possible.

Il n'y a pas de «modération» ou d'«adoucissement» possible.

**L'ALTERNATIVE**

**RESTE BIEN**

**«SOCIALISME**

**OU BARBARIE»**

De Ebert à Willy Brant, de Millerand à Mitterrand, de Largo Caballero à Felipe Gonzales la démonstration est faite. Ces tenants d'une prétendue réforme ont fait plus que gérer loyalement le capitalisme : ils l'ont glorifié en le présentant comme la seule forme d'organisation possible de la société.

Il faut s'efforcer de faire une propagande soignée pour la réhabilitation du socialisme, et c'est un objectif que nous devons nous fixer, car plus personne ne le dit aujourd'hui. Il ne suffit pas de l'affirmer, il faut le prouver. Tous les domaines s'y prêtent : instruction, écologie, recherche, etc. Il faut en somme reprendre sous une forme modernisée et actualisée l'effort d'éducation qui a été réalisé par le mouvement socialiste à ses débuts.

Cela ne signifie pas qu'il faut tenter de définir ce que serait la «société socialiste». Souvent grotesques, les tentatives qui ont été faites dans ce

sens sont marquées du sceau de l'utopie. Or, ce qu'il s'agit sans cesse de démontrer, c'est que, dans tous les domaines, la survie même de la civilisation est antinomique au maintien de la propriété privée des moyens de production.

Nous sommes ainsi ramenés à une réflexion sur la nature des «revendications transitoires».

Toutes les revendications ne sont pas des revendications «transitoires», même si toutes entravent la marche du capitalisme.

Travailler à définir sans cesse par (et pour) un travail d'agitation et de propagande les revendications transitoires, c'est dégager les revendications qui, par leur portée et leur formulation, aident la classe ouvrière à marcher vers une forme de double pouvoir, c'est-à-dire celles qui contiennent la remise en cause de l'Etat en tant que protecteur de la propriété privée des moyens de production.

## LE SOCIALISME

La question qui vient naturellement dans toute discussion portant sur les solutions à apporter à la crise actuelle de l'humanité concerne l'expérience historique du combat pour le socialisme.

L'Octobre victorieux de 1917 en Russie a ouvert une brèche dans la domination capitaliste mais surtout a créé un formidable espoir pour les masses exploitées du monde entier. Le stalinisme et la bourgeoisie qui, plus que jamais, identifie le socialisme au stalinisme, ont tout fait pour tuer cette espérance, en URSS et dans le monde entier. Si la contre-révolution bourgeoise l'a finalement emporté, la lutte des classes continue à l'échelle internationale.

Le triomphe de la contre-révolution en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est a pour conséquence de ba-

layer les conquêtes d'Octobre et d'y réintroduire les lois du marché capitaliste. La révélation de tout ce que le stalinisme a fait au nom du socialisme, ainsi que le désastre que la bureaucratie a laissé derrière elle, tendent à créer dans la conscience des masses un signe égal entre socialisme et totalitarisme.

La question porte donc en même temps sur l'horreur stalinienne et sur les formes d'organisation de ceux qui veulent lutter contre le capitalisme. En somme, on ne peut pas et on ne doit pas tenter d'échapper à la double question posée par l'expérience historique : dictature du prolétariat et centralisme démocratique. On ne peut faire l'impasse sur le fait que pour le monde entier, socialisme, révolution, riment avec Goulag, assassinats de masse, suppression des libertés (URSS, Viet Nam, Cambodge, etc.).

La destruction de la propriété privée des moyens de production ne peut être le fait d'un «commando», d'une «avant-garde éclairée» guidant une masse amorphe et abruti. Elle ne peut être que l'œuvre des masses, essentiellement ouvrières (du fait même de la discipline du travail capitaliste et de ce qu'elles n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes : la formule reste parfaitement valable, et elle n'a rien de moral !). Cela suppose, exige, sous-entend la liberté de décision, l'engagement lucide, la participation volontaire des masses. Il est vrai que, comme Marx l'a observé dans la Commune de Paris, les masses ont trouvé la forme de la réalisation de ces conditions, celles de ce que l'on a appelé la «démocratie ouvrière». Ce qui a manqué à la Commune de Paris, ce n'est pas un «guide», mais la lucidité d'une avant-garde qui soit capable de désigner les objectifs, l'Etat, et de dégager les intérêts communs universels des travailleurs, de «féconder» le mouvement pour l'aider à aller vers le suc-

cès.

Cela nous contraint à reprendre et à réfléchir sur l'objectif d'une révolution : détruire l'Etat qui est chargé de protéger la propriété privée des moyens de production, mettre en action des masses organisées en conseils et qui, de ce fait, ne sont déjà plus l'Etat au sens historique de ce mot, mais qui sont la marque d'un dépérissement de l'Etat. Tel était le sens originel de la «dictature du prolétariat», terme désormais marqué de rouge sang ! Car il a été capté par ceux qui ont exercé une dictature sur le prolétariat pour l'empêcher d'aller au bout de son action : la destruction de l'Etat (ce qui a été pour l'essentiel réalisé en 1917 avec la destruction de l'Etat sous la forme où il était organisé : un Etat tsariste) pour le dépérissement de tout Etat, la destruction de tout Etat, la République des conseils.

On ne pourra faire l'économie de cette entreprise de nettoyage des concepts, car leur maquillage a été la couverture d'une entreprise de sauvetage de l'Etat. Mais on ne peut pas non plus faire comme s'ils étaient sortis indemnes de l'affaire... et une nécessaire reformulation doit être élaborée.

On ne pourra pas non plus faire l'économie d'une réflexion sur l'expérience d'organisation des révolutionnaires. A la «dictature sur le prolétariat» a correspondu historiquement, dans un mouvement conjoint, la «dictature sur le parti», le «centralisme contre la démocratie» dans le parti. De ce point de vue, le centralisme démocratique, simple disposition pratique à un moment donné dans la guerre contre l'appareil d'Etat, s'est pérennisé et ossifié comme conséquence directe d'une doctrine d'Etat, de reconstruction d'un Etat bourgeois sans bourgeoisie, mais gardant toutes les caractéristiques de l'Etat, organe d'oppression au service d'un groupe,

d'un clan.

A cet égard, et l'expérience l'a prouvé au-delà de toute limite, reprendre sans autre considération le centralisme démocratique comme règle de fonctionnement d'un parti révolutionnaire, c'est non seulement transposer ce qui ne peut l'être, mais c'est en fait adopter une doctrine d'organisation qui est perverse dès le début, car elle est liée aux circonstances particulières de la lutte contre le tsarisme.

Or la démocratie dans l'action des masses, comme la démocratie dans l'action des révolutionnaires, n'est pas un habillage à une action dont il faudrait bien se résoudre à ce qu'elle soit minoritaire (le gouvernement face aux masses, ou la direction face aux militants) : c'est la condition même du combat pour le socialisme. C'est la condition de la confiance, de l'initiative, de la créativité, de la vigilance, autant de facteurs essentiels à l'action révolutionnaire.

Notre expérience nous l'a montré (et elle ne vaut pas seulement pour les anciens militants du PCI : elle est proche de ceux du PCF dont elle ne se distinguait sur ce point en rien, ou de ceux de la LCR ou de LO, pour ne prendre que les organisations qui se réclamaient de ce système de fonctionnement) : rétention d'informations au nom de la « clandestinité », finances opaques, magouilles obscures avec les dirigeants des syndicats, des partis ou avec les gouvernements au plus haut niveau, manie du secret qui ne vaut que vis-à-vis des militants, affolement et épuisement des militants dans une ronde incessante de tâches à la définition desquelles ils ne participent qu'en apparence, etc.

Ces pratiques ont toutes atteint le

même effet, en France comme partout ailleurs : création d'un appareil (quelle que soit sa dimension), corruption, reproduction des rapports bourgeois au sein des organisations, élimination des femmes à l'image de ce qui se passe dans la société. Le trait commun est que naissent alors des directions qui agissent contre les militants et non contre l'Etat.

## RÉFLÉCHIR - AGIR - SE RÉUNIR

Les rédacteurs, les signataires de ce texte n'ont pas la prétention de proposer un ensemble de positions achevées mais, plus modestement, d'offrir une base pour la discussion la plus large, la plus libre et la plus fraternelle possible, dont les conditions n'ont pas été créées jusqu'à présent. Soyons lucides : quatorze années de « mitterrandisme » ont désarmé, démoralisé des milliers de militants, de cadres du mouvement ouvrier. Une époque s'achève. Frères jumeaux de la contre-révolution, PS et PCF ont, par leur politique, conduit à la débâcle de leurs partis, mais les organisations révolutionnaires qui auraient dû être des pôles de regroupement se sont peu ou prou également alignées (PCI, LCR) sur la défense du système capitaliste et de l'appareil d'Etat, et, par là-même, ont contribué à ce désastre en même temps qu'à leur perte organisationnelle et politique.

Confusions, amertumes, désarmement théorique et politique, démoralisation jusqu'au dégoût de l'action politique (Mitterrand-Pétain), ce sont quelques-unes des réactions que nous rencontrons autour de nous. Le chaos qui s'annonce se nourrira aussi de ces éléments.

L'union de la gauche, d'une exceptionnelle durée, -14 ans !- n'a débouché ni sur le fascisme ni sur la mobilisation révolutionnaire des masses, mais sur un désarroi sans nom. Mais la vie continue. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses devront résister, combattre dans les plus mauvaises conditions politiques. Le nier serait une absurdité. Si formidables que soient les luttes de la classe et de la jeunesse (CIP, Loi Falloux, Air France, etc.), elles ne déboucheront politiquement que si une avant-garde aide ce processus à aller à maturation, sans sectarisme, sans dogmatisme.

Nous espérons être à l'origine d'une authentique réhabilitation de la réflexion théorique, première et nécessaire action politique pour le socialisme. Pour cela, nous proposons d'organiser à la rentrée une première réunion consacrée à l'approfondissement de la discussion et de la réflexion avec tous ceux qui auront trouvé un intérêt à ce texte. Cette réunion devrait permettre d'envisager un prolongement organisationnel permanent, adapté aux premiers résultats de la discussion.

Octobre 1994

Ont signé ce texte : Yves B., François C., Christiane F., Michel L., Alfredo L., Georges S., Charles S..

# L'espoir

Michel Lanson

Un film a marqué la rentrée cinématographique : *Land and Freedom* de Ken Loach. Grand oublié du palmarès du festival de Cannes, mais couronné meilleur film européen de l'année par un jury présidé par Ingmar Bergman, sa diffusion a provoqué de multiples débats et manifestations en Espagne et en Grèce notamment. En France, distribué dans un nombre restreint de salles, il rencontre un public toujours plus large.

## POURQUOI UN TEL SUCCES ?

**L**and and Freedom n'est pas un film historique, en ce sens qu'il n'est pas une reconstitution du passé (Ken Loach se permet des ellipses, des compressions temporelles, un point de vue affiché.) mais fait surgir des moments encore vivants de ce passé. La construction du film le montre bien. La petite fille du personnage principal ressuscite les souvenirs enfouis de la vie de son grand-père mort. Luttas, amours, débats qui furent les siens sont peu à peu mis à jour grâce à elle. Ken Loach nous donne à voir des hommes et des femmes qui «vivent selon leur cœur», passionnés par la liberté et la révolution. Filmés avec simplicité et chaleur, ils sont jeunes, viennent de tous horizons, parlent des langues différentes et ressemblent comme des frères aux jeunes d'aujourd'hui.

Cette actualisation du passé est particulièrement évidente dans une des scènes les plus importantes du film, scène au cours de laquelle miliciens et paysans débattent de la collectivisation des terres. Ken Loach a choisi de mélanger acteurs de cinéma et acteurs (les paysans) de l'histoire, ces derniers revivant avec passion, un demi siècle plus tard, cette période de leur jeunesse.

L'émotion, la rage submergent le spectateur à la vision de cette vie empêchée, de ces espoirs assassinés. Mais l'art de Ken Loach permet à l'espoir de renaître malgré tout car ce sont essentiellement les moments de vie intense que le spectateur garde en mémoire. Telle est sans doute l'une des raisons principales du succès de ce film que les jeunes ont été très nombreux à voir malgré l'accueil plutôt froid des critiques...politiques.

# Notes en vue d'une caractérisation

François Chesnais

**À LA FIN DU XX<sup>e</sup> SIECLE ( 1<sup>ère</sup> PARTIE )**

**A**cette étape, la tâche principale que cette revue s'est fixée est d'aider à reconstituer les conditions d'un débat politique et théorique sur des questions fondamentales afin d'en dégager une «compréhension commune des événements». Au nombre de ces questions figure celle d'une caractérisation du cours du capitalisme en fin de XX<sup>e</sup> siècle, 150 ans ou presque après la parution du *Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels, et 80 ans après la rédaction par Lénine de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Derrière les données techniques qui y sont présentées et analysées, le livre que j'ai publié sous le titre *La mondialisation du capital* (1) s'est déjà voulu une contribution à une telle caractérisation. Il a été compris comme tel par beaucoup de lecteurs ou d'auditeurs et a donné lieu à de longues discussions. Les notes présentées ici (terme utilisé expressément pour souligner leur caractère de contribution à une discussion) prolongent l'analyse entreprise dans le livre et en explicitent certains fondements théoriques. La caractérisation du cours du capitalisme en fin de XX<sup>e</sup> siècle n'est pas un travail qui puisse être mené seul, ni dans un cadre universitaire. Mais il ne s'agit pas non plus d'un travail qui puisse être mené sans remettre

**E**n 1938, Trotsky écrivait «*la catastrophe qui s'avance pénètre d'angoisse les masses les plus profondes de l'humanité*». Aujourd'hui, ce sentiment ne repose pas de la même manière qu'en 1938 sur la peur de la guerre, car celle-ci ne touche pas tous les peuples avec la même intensité. L'angoisse qui est partagée par les plus larges masses pratiquement partout dans le monde repose sur la constatation faite par la classe ouvrière, la jeunesse et les masses opprimées de la dégradation accélérée de leurs conditions d'existence : retour et permanence du chômage, précarité des conditions élémentaires d'existence, destruction de la protection sociale, retour de la faim ou, même là où il n'y a pas fami-

ne, maladies accrues, retour de la déchéance tant individuelle que sociale, morgue des classes possédantes et d'une société qui étale de nouveau la richesse des uns devant les yeux de tous ceux qui manquent. Ces manifestations multiples d'une dégradation qualitative d'une situation qui avait paru pendant quelques décennies s'être améliorée, expriment le fait qu'une période historique est définitivement close, celle où, sur la base des rapports politiques entre les classes établis à partir de la fin de la Seconde Guerre impérialiste mondiale (on y reviendra plus loin), les dirigeants et cadres des organisations ouvrières, partis et syndicats, ont pu distiller dans la classe ouvrière l'illusion mortelle que le capitalisme avait

enfin été «domestiqué», «civilisé», qu'il donnerait toujours du «grain à moudre» pour certains et, pour d'autres, qu'il admettait la «coexistence pacifique» et qu'il n'y avait donc aucun besoin urgent de mener le combat pour le détruire comme système mondial.

L'expression «mondialisation du capital» exprime, à défaut très certainement d'un terme meilleur, le fait que nous sommes dans un contexte nouveau de liberté à peu près totale du capital pour se déployer et se mettre en valeur sans avoir à continuer à subir les entraves et limitations qu'il avait été contraint d'accepter, notamment en Europe, après 1945. Ce capitalisme «libéré» des entraves qui le gênaient pendant 40 à 50 ans n'est en aucune manière un capitalisme «rénové». Il a simplement retrouvé la capacité d'exprimer brutalement les intérêts de classe sur lesquels il est fondé. L'expression «agonie du capitalisme» est aussi actuelle qu'elle l'était en 1938 ; mais elle comporte encore plus clairement qu'alors également l'idée que l'agonie du capital peut devenir synonyme de celle de la société humaine comme telle, si celle-ci se trouvait dans l'incapacité historique prolongée de dépasser un système qui a donné depuis très longtemps tout ce qu'il pouvait donner de positif.

## A PROPOS DU TERME «IMPÉRIALISME» ?

La «mondialisation du capital» ne se comprend qu'en tant que segment d'une phase plus longue dans l'évolution du mode de production capitaliste. Les traits principaux de cette phase ont été ramassés de façon synthétique par Lénine dans son ouvrage de 1916, dans leur configuration du début du siècle. «*Monopoles, oligarchie, tendances à la domina-*

*tion au lieu de tendances à la liberté, exploitation d'un nombre croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations riches ou puissantes [...]* : tous ces traits sont plus exacerbés encore qu'ils ne l'étaient il y a quatre-vingts ans. Ils traduisent la manière dont s'est poursuivie, pour utiliser les termes de Trotsky, «*l'évolution du capitalisme* »...] *par une extension systématique de sa base, »...*] *chaque capitalisme national se tournant vers les réserves du "marché extérieur", c'est-à-dire de l'économie mondiale, [...] pour lutter contre ses propres contradictions intérieures.* » Pourtant l'expression «mondialisation du capital» traduit les difficultés qu'il peut y avoir à employer, sans détour ou discussion, un terme auquel Lénine donnait le sens précis de «capitalisme de transition». Quelle est la nature de ces difficultés ? Elle tient essentiellement aux qualifications : «stade suprême du capitalisme», période de «transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur», «capitalisme agonisant», qui sont centrales à la manière dont Lénine a rédigé de nombreux chapitres.

Rappelons comment Lénine s'exprime au dernier chapitre de *L'impérialisme, stade suprême*. Il écrit notamment que «*De tout ce qu'il a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition, ou plus exactement un capitalisme agonisant*». Plus loin, il ajoute la phrase très connue, où après avoir décrit à l'aide d'un auteur allemand les opérations mondiales d'approvisionnement, production et commercialisation d'un très grand groupe, il écrit : «*Il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production, et non point d'un simple "entrelacement", que les rapports de l'économie privée et de la propriété privée consti-*

*tuent une enveloppe qui ne correspond plus à son contenu, qui doit nécessairement pourrir si l'on en diffère artificiellement l'élimination (si, au pis aller, la guérison de l'abcès opportuniste traîne en longueur), mais qui sera nécessairement éliminé*».

A l'époque où Lénine estime que l'impérialisme peut être défini comme «le stade suprême du capitalisme» et où il utilise l'expression «capitalisme de transition», la perspective stratégique d'une transition vers le socialisme n'est, dans son inspiration et sa méthode, ni utopiste, ni «blanquiste». Elle repose alors (dans le prolongement de la pensée stratégique déjà exposée dans le *Manifeste du parti communiste*) sur l'hypothèse tout à fait réaliste en 1916, à savoir qu'il y ait conjonction, au moment où le caractère insupportable des souffrances suscitées par le mode de production capitaliste jette les masses dans l'action (en particulier au moment de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile), entre deux processus :

▮ le fait que les forces productives et le processus de socialisation de la production dans le cadre du capitalisme aient atteint un niveau qui soit suffisant pour que la mise en œuvre du programme ouvrier puisse avoir lieu tout de suite, et les bases de la société socialiste mises en place tout de suite. Cela résultait tant du niveau de développement atteint par les forces productives stricto sensu, que de la transformation des rapports sociaux au sens large dans le sens d'une socialisation comme d'une internationalisation de la production, (la «socialisation de la production» et «les changements dans les rapports sociaux de production» dont parle Lénine).

▮ l'existence d'une classe ouvrière très importante en nombre, forte-

ment concentrée du fait de la concentration même de la production capitaliste et, surtout, organisée dans les conditions que Trotsky a décrites quelques années plus tard dans un passage connu de *Et maintenant*, où «*pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifiaient leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, [...] bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'État bourgeois [...] dont le prolétariat a besoin pour la voie révolutionnaire.*»

C'est la conjonction entre ces deux facteurs qui ouvrait «la voie royale» de la révolution, «la solution la plus économique» pour garantir l'avenir de l'humanité. Il faut en faire notre deuil. La conjonction a connu un début de matérialisation dans les conditions particulières exposées dans les thèses de *La Révolution permanente*. Elle a permis que «la chaîne impérialiste se brise en son anneau le plus faible», en Russie. Mais la subordination traîtresse de la social-démocratie allemande à sa bourgeoisie a permis à celle-ci d'empêcher que cette chaîne se brise en son point le plus stratégique. Elle a conduit à l'isolement de la révolution d'Octobre et a créé les conditions dont le stalinisme est directement issu.

L'abcès opportuniste n'a pas seulement traîné en longueur, mais s'est mû en agression contre la révolution et en domination totalitaire des masses sur la base d'une forme inédite de renversement des rapports de classe issus de la première révolution prolétarienne. L'enveloppe n'a pas cessé de pourrir, et ce pourrissement, après avoir été freiné pendant

deux ou trois décennies, s'est accéléré de nouveau. La transition ne pourra plus se faire dans les conditions où elle était possible au début de ce siècle. Les foyers de démocratie prolétarienne ont été, soit affaiblis, soit détruits, et sont à reconstruire. La classe ouvrière est encore en train de digérer tout ce qu'elle a vécu comme hésitation, trahison ou domination bureaucratique totalitaire de la part des directions issues de ses rangs ou se réclamant d'elle. D'autre part, les problèmes mondiaux que le capitalisme laissera en héritage seront infiniment plus sérieux qu'ils ne l'auraient été dans le cas d'une transition faite à partir de la révolution européenne il y a 70 ou 75 ans.

«*L'humanité, a écrit Marx, ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.*» Or, ce que l'humanité a connu au XX<sup>e</sup> siècle est le maintien du capitalisme après, et maintenant même très longtemps après, qu'elle se soit posée la question de son dépassement comme question à résoudre de façon immédiate, et après que «les conditions d'existence matérielle» du socialisme «soient écloses dans son sein». Lénine a pressenti cette possibilité, mais il pouvait encore ajouter en 1916 qu'elle « sera nécessairement éliminée». Trotsky en 1938 a été conduit à dire, de façon infiniment plus «pessimiste», que «les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres mais ont commencé à pourrir». Quant à nous, c'est à partir des ruines du stalinisme qu'il faut repartir.

Mais pour que se reconstituent les conditions, nécessairement diffé-

rentes de celles du passé, où la transition se présentera de nouveau comme possibilité concrète, il faut aussi poursuivre, en la mettant à jour, la caractérisation du capitalisme et sa critique aussi complète que possible. «*Phénomène en plein développement*», comme Lénine le dit aussi, l'impérialisme l'est surtout par le degré de parasitisme qu'il s'est montré capable de générer. C'est là que se trouve le socle sur lequel il faut construire aujourd'hui la suite de «la critique de l'impérialisme».

#### LA MONDIALISATION DU CAPITAL : UN DEGRÉ D'INTERNATIONALISATION QUALITATIVEMENT ACCRU

La «puissante réalité indépendante» ne doit pas être interprétée comme se référant à la seule sphère des échanges («la division internationale du travail»). De même que pour la notion de «marché mondial» chez Marx, elle doit être comprise comme englobant le mouvement du capital dans ses trois composantes : capital commercial, capital productif de valeur et de plus-value et capital-argent centralisé et concentré (appelé aussi capital financier).

Lénine plaçait déjà la constatation que «*l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, acquiert une importance particulière*», au nombre des cinq traits fondamentaux définissant la phase de l'impérialisme. Ce processus s'est accru sans cesse. Le mouvement du capital productif de valeur et de plus-value s'est internationalisé et délocalisé toujours plus, de même bien sûr que la sphère des marchés financiers où le capital-argent concentré se meut. A cet égard, un universitaire comme H. Bourguinat défend une manière d'aborder l'ana-

lyse qui est infiniment plus «marxiste» que celle de beaucoup de gens qui réclament cette qualité. Posant les jalons de la méthode à suivre pour la recherche en économie financière internationale, il écrit: «*Ne pas seulement aller du particulier (les marchés financiers nationaux) au général (le marché mondial) mais tenter aussi d'analyser celui-ci, dès l'abord, comme un réseau ayant ses lois propres, ses prix directeurs, ses déterminants, ses acteurs [...]*» sans négliger pour autant le rôle que joue «*le "fait national" qui continue à se faire sentir, tant le marché financier mondial est hiérarchisé et structuré*», (souligné dans l'original).

## LA MONDIALISATION DU CAPITAL COMME CADRE DE L'OFFENSIVE CONTRE LES MASSES

En tant que segment particulier d'une phase plus longue dans l'évolution du mode de production capitaliste, la période actuelle comporte certaines caractéristiques qui relèvent au moins autant de la politique (ou plus précisément du changement des rapports politiques entre, mais aussi à l'intérieur des principales classes) que du mouvement interne de l'accumulation capitaliste prise comme telle.

La notion de «rapports politiques entre les principales classes» n'a jamais fait l'objet des développements théoriques qu'elle mérite. Elle traduit le fait que l'existence de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois sont compatibles avec des situations très variées quant aux modalités de participation des partis ouvriers à l'exercice du pouvoir au niveau de l'Etat, à la liberté de manœuvre dont la bourgeoisie dispose et aux conditions dans lesquelles la distribution du surplus social entre salaires (directs et différés) et profits a lieu. Au lendemain de la

Seconde Guerre impérialiste mondiale, à l'époque où la crise révolutionnaire de la fin de la guerre a été endiguée grâce au stalinisme, la bourgeoisie extrêmement affaiblie, partout sauf aux Etats-Unis, avait dû faire des concessions très importantes sur tous ces plans. Mais même la bourgeoisie américaine, pour essayer de surmonter la crise puis gagner la guerre impérialiste, avait été forcée d'offrir à la classe ouvrière le «New Deal». Ces concessions ont pris forme dans des institutions (la Sécurité sociale, par exemple) et des statuts. Dans beaucoup de pays, après avoir été un peu grignotés, ces droits et positions avaient été ensuite de nouveau momentanément consolidés et étendus du fait du cours d'une lutte des classes qui a embrasé un ensemble de pays entre 1968-69 (France, Tchécoslovaquie, Italie) et 1975 (chute de Saïgon et révolution au Portugal).

A partir de 1978, la bourgeoisie mondiale, conduite par ses composantes nord-américaine et britannique, a entrepris, et plus ou moins largement réussi, à modifier à son avantage internationalement et, partant, dans le cadre de pratiquement chaque pays, les rapports politiques entre les classes. Elle a commencé alors à démanteler les institutions et statuts qui avaient matérialisé l'état antérieur des relations. Les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation que les États capitalistes ont adoptées l'un après l'autre depuis l'arrivée au pouvoir des gouvernements de Thatcher en 1979 et de Reagan en 1980, ont rendu au capital une liberté pour se déployer à sa guise et se mouvoir sur le plan international d'un pays ou continent à un autre, qu'il n'avait pas connue depuis 1914. En France, la mise en œuvre de ces politiques a débuté à partir de 1983, forte de l'Union de la gauche, sous l'impulsion de gouver-

nements et de ministres socialistes, au premier chef Delors, puis Fabius, Bérégovoy et Rocard. Le retour au gouvernement du RPR et de l'UDF ont consolidé et amplifié le travail entrepris avant eux et que le gouvernement Juppé a voulu pousser plus loin.

C'est dans les domaines de la monnaie et de la finance d'une part, et de l'emploi et les conditions contractuelles de travail de l'autre, que les politiques de libéralisation, de déréglementation ont été poussées le plus loin et de la manière la plus homogène d'un pays capitaliste à l'autre. Les priorités dictées par le capital sont celles du capital engagé dans l'extraction de la plus-value dans la production de marchandises et de services bien sûr, mais surtout, de façon toujours plus forte depuis quinze ans, celles d'un capital extrêmement centralisé qui conserve la forme argent et qui prétend se fructifier comme tel à l'intérieur même de la sphère financière. Le pouvoir, sinon l'existence même de ce capital-argent sont défendus par les institutions financières internationales et les États les plus puissants du globe, et cela quel qu'en soit le coût. Les 55 milliards de dollars avancés en début d'année par des institutions faisant office de «prêteurs en dernier ressort» pour éviter qu'une banqueroute de l'État mexicain ne déclenche un processus en chaîne de dévalorisation des créances au plan mondial, l'ont rappelé une nouvelle fois. Il n'est pas certain que ces institutions parviennent à un tel résultat indéfiniment. Car les opérations du capital-argent incluent une composante toujours plus importante de capital fictif, dont la dimension annonce tôt ou tard le déclenchement d'une très grande crise.

La réapparition du capital rentier au devant de la scène est allé de pair

avec le retour de l'exploitation sous les formes les plus ouvertes. Le capital engagé dans la production et le commerce concentré a utilisé la liberté qu'il a retrouvée de se déployer et de se mouvoir à sa guise d'un pays ou continent à un autre, pour commencer à réimposer, pas-à-pas, à la classe ouvrière des pays capitalistes avancés les conditions d'exploitation qui n'ont jamais cessé d'être celles de la plupart des pays sous domination impérialiste.

Aidées par la politique suivie par les syndicats, consistant, au nom des «impératifs de la compétitivité», à coller toujours plus près à chaque bourgeoisie, les entreprises ont pu utiliser leur nouvelle liberté d'action pour transformer les technologies contemporaines en arme de guerre contre la classe ouvrière.

Le modèle américain et anglais axé sur la déréglementation et la «flexibilité» des contrats salariaux a régulièrement gagné du terrain et a servi à reconstituer une immense armée de réserve industrielle.

Chaque pas en avant dans l'introduction de l'automatisation contemporaine, fondée sur les microprocesseurs, a été l'occasion de détruire les formes antérieures de relations contractuelles aussi bien que les moyens inventés par les ouvriers, sur la base des techniques de production stabilisées, pour résister à l'exploitation sur le lieu de travail.

### L'ÉCONOMIE MONDIALE COMME UNITÉ DIFFÉRENCIÉE ET HIÉRARCHISÉE

L'analyse de l'économie mondiale exige la réappropriation des outils analytiques propres à appréhender ce qui est une totalité systémique comportant des relations de différenciation et de hiérarchisation. Il en est ainsi du concept même de capital qui

doit être pensé comme une unité différenciée et hiérarchisée. Le capital productif (ou capital engagé dans l'industrie au sens large), le capital commercial (ou capital engagé dans le négoce et la grande distribution concentrée) et le capital-argent doivent être abordés comme «des éléments d'une totalité, des différenciations à l'intérieur d'une unité» (Marx, *Postface à la Contribution à la critique de l'économie politique*). De la différenciation entre les trois formes peuvent jaillir des contradictions indéniées. Mais si profondes qu'elles puissent paraître, elles sont circonscrites par le fait que le capital dans toutes ses formes repose sur la propriété privée (ce qui marque les limites de tout affrontement économique ou politique entre les représentants des différentes fractions) et aujourd'hui aussi par le fait que les trois formes, même la forme du capital «productif», sont marquées d'un sceau rentier extrêmement fort.

La même remarque s'impose pour les relations entre États. Le caractère d'unité différenciée et hiérarchisée vaut pour l'économie mondiale comprise comme rapports de rivalité, de domination et de dépendance politiques entre États. La mondialisation du capital et la prétention du capital rentier de dominer le mouvement du capital dans sa totalité n'effacent pas l'existence des États nationaux sur lesquels la tâche de défense «rapprochée» de la propriété privée repose plus que jamais. Mais ces processus accentuent les facteurs de hiérarchisation entre pays, en même temps qu'ils en redessinent la configuration. L'abîme qui divise les pays participant, ne fût-ce que marginalement, à la domination économique et politique du capital-argent rentier et ceux qui subissent cette domination s'est encore accru. Mais la mondialisation et le triomphe actuel du rentier sont aussi allés de pair avec des modifications dans les rapports de clas-

se compris cette fois comme rapports internes aux bourgeoisies impérialistes.

Les États-Unis ont accentué leur poids pas seulement du fait de l'effondrement de l'URSS et des appareils stalinien, dont les fractions se sont engagées depuis dans des modalités diverses, le plus souvent mafieuses, de conversion au capitalisme, mais surtout en raison d'une position sur le plan du capital financier qui est bien supérieure à celle qu'ils gardent sur le plan industriel. Le fait que les États-Unis soient la source principale du parasitisme financier qui gangrène le capitalisme mondial ne les empêche pas d'imposer leur hégémonie avec tous les moyens à leur disposition. Les conflits entre bourgeoisies sont par définition des conflits qui se placent sur le terrain d'un attachement commun au régime de la propriété privée. De ce fait leur forme, à la fois la plus achevée et la plus courante, a toujours été militaire. Aujourd'hui, puisque aucune bourgeoisie ne peut les confronter militairement et qu'aucune ne va les mettre en cause sur le plan du système de la propriété des moyens de production, les États-Unis jouissent d'une situation sans précédent historique. La rivalité entre modes d'organisation du capitalisme (capitalisme «rhénan», «nippon» et «anglo-saxon») ne peut pas aller bien loin et, pas après pas, les États-Unis imposent aux autres exactement les règles du jeu qui leur conviennent et qui sont calquées sur les besoins du capital rentier dont ils sont le cœur.

Mais les États-Unis n'échappent pas au fait que «le marché mondial domine, à notre époque, tous les marchés nationaux» et qu'ils chevauchent, plus que n'importe quel autre grand pays, l'anarchie inhérente au mode de production capitaliste, laquelle atteint son paroxysme dans le domaine

financier. Le jour où la crise financière éclatera, leur dette publique en sera à peu près certainement l'épicentre.

## MONDIALISATION ET FÉTICHISME DES RAPPORTS SOCIAUX

Le recours désormais quasi-permanent des journalistes et des hommes politiques à la «globalisation de l'économie» pour désigner la source de tous les problèmes, leur sert bien entendu à justifier, au nom de contraintes externes inexorables, la nécessité pour les salariés et la jeunesse de «s'adapter» aux exigences du capital et d'accepter toutes les politiques rétrogrades et destructrices de rapports sociaux et d'existences humaines mises en œuvre par les gouvernements. Mais au-delà de cet usage apologétique, le terme est devenu synonyme d'une fuite en avant par rapport à des processus et des mécanismes sur lesquels hommes politiques, entrepreneurs et banquiers, reconnaissent qu'ils ont de moins en moins de prise.

Le retour en force de la notion de «marché» a la même signification contradictoire. Son usage révèle à quel point l'économie mondiale globalisée a ouvert la voie à une expansion presque illimitée du «fétichisme de la marchandise». Aujourd'hui à un degré plus élevé que jamais, ce que certains annoncent ou dénoncent sous le nom «d'économie virtuelle», relève de l'analyse faite par Marx de mécanismes au terme desquels «le caractère social de l'activité et du produit, ainsi que la participation de l'individu à la production, sont étrangers et réifiés en face de l'individu. Les relations qu'ils entretiennent sont, en fait, une subordination à des rapports qui existent indépendamment d'eux et surgissent du choc entre les individus indifférents les

*uns aux autres. L'échange universel des activités et des produits, qui est devenu la condition de vie et le rapport mutuel de tous les individus particuliers, se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante» (Marx, Fondements de la critique de l'économie politique I. Anthropos. 1969, p. 94).*

Le caractère fétiche des rapports capitalistes a été décuplé avec la résurgence, sur une échelle sans précédent historique, des opérations du capital, qui conserve la forme argent et se valorise par ponctions sur les revenus formés dans la production de valeur et de plus-value, mais sans sortir de la sphère financière. Il n'est pas bon de trop citer, mais il est plus absurde encore de paraphraser des analyses qui sont demeurées le fait d'un seul auteur ou presque, même du côté de ceux qui ont analysé le capitalisme sous l'angle de la critique de l'économie politique et pour combattre la bourgeoisie. Au chapitre XXIV du livre III du *Capital*, Marx étend la théorie du fétichisme au capital porteur d'intérêt ou capital de prêt, «*forme la plus aliénée du rapport capitaliste*».

*«Alors que l'intérêt n'est qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value que le capitaliste actif extorque à l'ouvrier, l'intérêt se présente maintenant [...] comme le fruit proprement dit du capital, comme la chose première ; le profit, par contre, qui prend alors la forme de profit d'entreprise, apparaît comme un simple accessoire et additif qui s'ajoute au cours du procès de reproduction.*

*Ici la forme fétichisée du capital et la représentation du fétiche capitaliste atteignent leur achèvement. A—A' représente la forme vide de contenu du capital, l'inversion et la matérialisation des rapports de production élevées à la puissance maxima : la forme productrice d'intérêt, la forme simple du capital où il est la condition*

*préalable de son propre procès de reproduction ; la capacité de l'argent, ou de la marchandise, de faire fructifier leur propre valeur, indépendamment de la reproduction, c'est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale.*

*C'est donc dans le capital porteur d'intérêt que ce fétiche automate est clairement dégagé : valeur qui se met en valeur elle-même, argent engendrant de l'argent ; sous cette forme, il ne porte plus les marques de son origine».*

Au moment où Marx écrivait ces lignes, les opérations du capital-argent étaient encore d'un montant très faible. Elles étaient surtout subordonnées au mouvement du capital industriel et ne prétendaient pas régir l'activité sociale de part en part comme aujourd'hui.

## LA COURBE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE AU CŒUR DU SYSTEME MONDIAL

La modification des rapports politiques entre les classes en faveur de la bourgeoisie n'annonce pas un nouvel essor du capitalisme. L'hypertrophie de la sphère financière qui s'est formée à partir des années 1970 ne se comprend pas en dehors des contradictions et des impasses accumulées par l'économie capitaliste mondiale au terme de la phase précédente. La figure 1, tracée par le Brookings Institution de Washington et reproduite dans un travail de W. Cline dont le titre est révélateur des inquiétudes d'une partie des fonctionnaires américains, *Les risques de stagnation dans les années 1990*, montre bien quelle a été la courbe de la production capitaliste depuis trente ans. Dès que l'impulsion donnée par la reconstruction des ravages de la Seconde Guerre mondiale se sont résorbés, la courbe s'incline vers le



gande sur les fondements de ce mode de production capitaliste, l'avenir qu'il offre à la jeunesse et les conditions de son dépassement, non de façon abstraite mais à un moment précis de l'histoire.

La forme insidieuse d'union nationale que les dirigeants et cadres des organisations politiques et syndicales ont nouée avec les gouvernements successifs au nom de la compétitivité internationale, et dont ils veulent convaincre la classe ouvrière du bien-fondé, se heurte au caractère radicalement antagonique des rapports de production d'un système dont la «*fin immédiate et (le) moteur déterminant sont la production de la plus-value*». Si ardemment les travailleurs voudraient-ils la paix que le capital ne la leur accorderait pas. C'est du côté du capital que la lutte de classe ne connaît aucune interruption. «*La production centrée sur l'obtention de la valeur et de la plus-value implique la tendance permanente à ramener le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise [...] au-dessous de la moyenne sociale existant à chaque moment donné. Cette tendance à réduire le coût de la production à son minimum devient [...] le levier le plus puissant en vue d'accroître la force productive sociale du travail, mais cet accroissement fait figure d'accroissement continu des forces productives du capital [...] face à l'ouvrier et en opposition directe avec son propre développement*». «*En produisant l'accumulation du capital et à mesure qu'elle y réussit, la classe ouvrière produit elle-même les instruments de sa mise en retraite, de sa métamorphose en surpopulation relative*», c'est-à-dire de sa déqualification, de sa mise au chômage, de sa dégradation.

L'argument principal de ceux qui se placent dans une optique de pérenni-

té du capitalisme et pour qui il n'y a donc pas d'alternative que de «s'adapter» aux besoins du capital financier (ou alors qui veulent, pour une raison ou une autre, administrer des calmants à la classe ouvrière) est de dire que des phases de dépression longue avec un chômage élevé ont déjà eu lieu dans le passé et que la reprise de l'accumulation a toujours fini par permettre, «tôt ou tard», la réintégration de l'armée industrielle de réserve dans le cycle de la production et du revenu. Cette perspective repose sur l'hypothèse qu'il redeviendra rentable pour le capital d'exploiter les travailleurs qu'il n'exploite plus ou qu'il n'a jamais encore exploités (la jeunesse). C'est méconnaître la manière dont le capitalisme dans son évolution modifie l'ensemble des conditions sociales dans lesquelles il se meut. Pour se limiter à quelques points, c'est faire fi notamment, 1) de changements dans la masse de plus-value créée à la suite de modifications qualitatives au niveau du taux d'exploitation ; 2) de la mobilité internationale du capital, et 3) de l'importance prise par le capital rentier se valorisant comme capital-argent.

#### QUELQUES HYPOTHESES RELATIVES À L'APPROPRIATION DE LA PLUS VALUE

Dans le chapitre XV du livre III, qui est l'un des chapitres clefs du *Capital*, Marx écrit à propos des crises périodiques et de la «surpopulation relative» qui va de pair avec la pléthore de capital, que «*les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible degré d'exploitation du travail auquel on pourrait seulement les employer*». Sachant que, dans un contexte de crise, il y a toujours baisse des salaires et accroissement de l'intensité et de la durée du travail

fourni par les ouvriers qui ont gardé un emploi, cette remarque nous renvoie aux conditions sociales qui commandent l'abaissement du montant du «travail nécessaire» à la reproduction de la force de travail et l'augmentation de la masse de plus-value appropriée, moyennant l'accroissement de la plus-value relative.

La capacité du capital à s'approprier «*la puissance collective du travail naissant de la coopération*» est l'un des thèmes majeurs du livre I du *Capital*. Marx n'avait pas lu les écrits de Taylor (qui a donné son nom au «taylorisme»), ni ceux de l'ingénieur de Toyota, Ohno, architecte du «toyotisme», mais il avait lu ceux de Babbage et de Ure et a pu donc démontrer déjà que «*l'application technologique de la science à la production*» était étroitement dépendante de l'aptitude à organiser la production selon des formes qui maximisent l'effet des avancées proprement techniques. C'est de cette capacité que dépend pour une large part l'accroissement de l'intensité du travail au niveau de chaque entreprise, dans le cadre d'une durée légale donnée, la surveillance accrue, l'augmentation des cadences étant subordonnées à l'aptitude de l'entreprise à organiser cette «puissance collective». Or c'est d'elle que dépend l'obtention de la plus-value relative définie comme diminution du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, dit aussi processus de dévalorisation de la valeur de la force de travail.

Rappelons l'exemple que donne Marx : l'industriel de la confection engagé dans la fabrication de chemises a, comme tout capitaliste, «*un but déterminant, la plus grande extraction possible de la plus-value*». Il s'acharne donc à intensifier le travail et à en accroître le rendement par l'usage de nouveaux équipements. Mais en accroissant la productivité

du travail dans son usine et en contribuant aussi par la concurrence à faire adopter par les autres capitalistes de la branche, à faire baisser le prix des chemises, il contribue à abrégier la valeur de la reproduction de la force de travail et à accroître la plus-value relative (pour lui-même de façon infinitésimale, mais pour la classe capitaliste dans son ensemble, déjà de façon plus significative). *«Il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer la valeur de la force de travail [...] mais au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value. Les tendances générales et nécessaires du capital sont à distinguer des formes sous lesquelles elles apparaissent»* (I, XII).

### LA BASE ESSENTIELLE SUR LAQUELLE LE PARASITISME FINANCIER SE SUSTENTE

La plus-value relative se présente donc comme un «cadeau du ciel», dont chaque capitaliste individuel bénéficie en même temps que la plupart y contribuent. Elle repose sur le processus de socialisation de la production que le capitalisme effectue dans les limites de la propriété privée des moyens de production. Elle se manifeste entre autres par la formation d'interrelations denses au sein du système industriel, par la division du travail entre les entreprises, les échanges d'une branche à l'autre, et par les complémentarités et coopérations entre entreprises qui se sont développées en parallèle avec la concurrence. Il s'agit donc d'une propriété générale du système capitaliste issue de la socialisation des forces productives et au premier chef du travail, que celui-ci développe à la fois sur la base des rapports de propriété privée et de façon contradictoire à eux. C'est en vertu de cette propriété que le parasitisme financier peut se sustenter au moyen de ponc-

tions gigantesques sur la substance d'un surplus social qu'il gangrène. Mais l'accroissement sur cette base de la masse de plus-value pourrait également être à l'origine de la situation qui paraît être marquée structurellement, tant par «une pléthore» de capital industriel par rapport à des niveaux donnés de profit, que par une «surpopulation ouvrière relative» ou pléthore de salariés.

Même à l'apogée de la «régulation fordiste», lorsque les conventions collectives prétendaient associer les salariés au «partage des gains de la productivité», on assistait très certainement déjà à la situation présentée encore par Marx au XIX<sup>e</sup> siècle à titre de perspective ou d'hypothèse, à savoir *«à une baisse continue dans le prix de la force de travail, une hausse continue de la plus-value, à l'élargissement de l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste»*, y compris si la possibilité était donnée aux salariés d'acquiescer *«une masse supérieure de subsistance»* (I, XVII). Cette «hausse continue de la plus-value», sous forme de dévalorisation de la valeur de la force de travail, augmente la masse de la plus-value ; elle aggrave les problèmes liés à sa réalisation ; elle pèse sur les conditions dans lesquelles il est rentable d'embaucher des ouvriers, même en les surexploitant.

Il n'est nullement contradictoire que ce processus ait débouché sur, ou soit aller de pair, avec le retour de l'exploitation sous ses formes les plus brutales. Les lois contraignantes de la concurrence, qui sont les seules dont les capitalistes aient immédiatement conscience, joint à l'affaiblissement politique et organisationnel des travailleurs du fait de la crise et des impasses politiques créées par les appareils, les y poussent. Dans les pays dominés du «Tiers

Monde», les capitalistes, qu'ils soient étrangers ou autochtones, fondent leurs opérations exclusivement sur l'extorsion de la plus-value absolue. Dans les pays capitalistes avancés, elle a pris une importance croissante au cours des quinze dernières années. Les capitalistes appartenant à chaque groupe industriel et à chaque pays sont acculés par la crise, par la stagnation de la demande en terme absolu et son recul en termes relatifs (par rapport aux capacités de production existantes, qui continuent à être «modernisées» et restructurées). Ils sont aux prises avec une accentuation brutale de la concurrence inter-impérialiste et doivent de plus satisfaire les prétensions du capital-argent dont la «rémunération» vient en déduction du profit. Ils cherchent donc aujourd'hui en plus, à la fois à accroître l'intensité et la durée du travail et à abaisser le prix de la force de travail. Ils recourent à des moyens qui ne relèvent plus des effets mécaniques de la hausse de la productivité du travail, mais de la volonté délibérée de diminuer le prix de la force de travail en dessous de sa valeur par des attaques contre le salaire, tant sous la forme du salaire payé que différé.

Aucune «relance de la consommation», (thérapeutique «marxo-keynésienne» relevant du réformisme le plus plat, que certains voudraient nous faire passer pour une «revendication révolutionnaire»), ne peut venir combler «l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste» sur une échelle pour permettre la reprise de l'accumulation et la réintégration de l'armée industrielle de réserve dans ses différentes composantes et couches. Il en est de même de la réduction du temps de travail. Même formulée de façon à la distinguer soigneusement du «temps partiel», terme synonyme de la flexibilité et de la précarité ainsi que des

différentes «adaptations de la journée de travail» que le patronat est prêt à accepter, il s'agit d'une revendication qui n'a de valeur que comme revendication transitoire, de mobilisation contre l'Etat et le capital sur le terrain de la lutte contre le chômage et ses conséquences en termes de dégradation et de déchéance. Ce n'est pas sur la base des rapports de propriété capitalistes qu'il peut y avoir «répartition du travail et du temps libre» au profit de la classe ouvrière. La «gestion et la jouissance du temps libre» sont indissociables du contrôle de la richesse sociale et de l'exercice du pouvoir. Dans le cadre d'un système qui a soumis toutes les activités sociales au règne de la marchandise, et fait des «loisirs» un instrument puissant de domination idéologique, les discours sur «le temps libre» ont le sens d'accentuer l'atomisation de la classe ouvrière que les mécanismes de la production créent déjà, et de livrer les salariés pieds et mains liés aux industries de la consommation et à celles du «loisir».

## LE PROCESSUS DE CENTRALISATION INTERNATIONALE DU CAPITAL INDUSTRIEL

Le parasitisme a également comme base de sustentation les opérations contemporaines du capital industriel. Beaucoup de personnes sont prêtes à reconnaître les traits rentiers du capital financier, mais pas celui du capital engagé dans la production et les services. Elles ont tort. Le capital engagé dans la production n'échappe pas à la caractérisation générale du capitalisme dans la phase de mondialisation comme étant marqué d'un sceau rentier.

La mondialisation du capital se manifeste sous la forme d'une progression quantitative et qualitative du

mouvement de centralisation et de concentration du capital industriel. Les grands groupes sont plus grands et paraissent plus forts qu'ils ne l'ont jamais été. Ils le sont à coup sûr face aux entreprises et aux pays moins forts auxquels ils peuvent dicter leurs termes, mais leur degré de financiarisation traduit la force de la pression que le capital-argent plus concentré encore exerce sur eux. *«Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé, qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique»*. Tel était le premier des «cinq traits fondamentaux» de la définition de Lénine. Aujourd'hui, ce degré de concentration est plus élevé encore, ainsi que ses conséquences ont été renforcées par le mouvement concomitant de centralisation par fusion-acquisition.

L'opposition établie par Marx entre les deux mouvements mérite d'être rappelée, car elle n'a pas eu l'attention qu'elle mérite. Alors que la concentration du capital est le processus *«qui repose directement sur l'accumulation ou plutôt qui se confond avec elle»*, la centralisation renvoie à *«un processus foncièrement distinct»*, qui se présente comme *«l'attraction qui réunit différents foyers d'accumulation et de concentration, la concentration des capitaux déjà formés, la fusion d'un nombre supérieur de capitaux individuels en un nombre moindre»*. Ce qui est important, c'est la caractérisation qui renvoie déjà au contenu parasitaire de l'opération. *«La centralisation, insiste Marx, n'exige qu'un changement de distribution des capitaux présents, qu'une modification dans l'arrangement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Bien que la portée et l'énergie relatives du mouvement centralisateur soient, dans une certaine mesure, détermi-*

*nées par la grandeur acquise et la supériorité de son mécanisme économique, le progrès de la centralisation ne dépend pas d'un accroissement positif du capital social»* (1, chapitre XXIV).

Au cours des années 1980, environ 80 % des investissements directs à l'étranger ont eu lieu entre pays capitalistes avancés, environ les trois-quarts des opérations ayant comme objet l'acquisition et la fusion d'entreprises existantes, c'est-à-dire un changement de propriété du capital et non une création de moyens de production nouveaux. Impulsé par les exigences de la concurrence qui impose aux groupes les plus forts de ravir aux firmes absorbées leurs parts de marché et de restructurer et de «rationaliser» leurs capacités de production, et favorisé et facilité par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation, le mouvement de centralisation et de concentration s'est développé depuis plus de dix ans à la fois sur une échelle sans précédent, en tant que processus proprement international à l'échelle de ce qui est nommé la «Triade». La *«concentration des moyens de production entre peu de mains»* a atteint des dimensions insoupçonnées, déjouant tous les pronostics optimistes sur la déconcentration du pouvoir économique.

Au terme du processus combiné d'investissement international croisé et d'acquisitions et fusions, le taux de concentration mondial est tombé à des niveaux correspondant, toutes choses égales par ailleurs, à ceux qui permettaient de diagnostiquer, il y a encore seulement vingt ans, l'existence d'une situation d'oligopole au plan national. Des formes très concentrées de la production et de la commercialisation à l'échelle internationale sont loin d'être une nouveauté. Dans l'industrie du pétrole ou de

l'extraction et du traitement de métaux non-ferreux (par exemple l'aluminium), une concentration élevée a été depuis longtemps un trait dominant de l'offre. Ce qui est caractéristique de la phase de la mondialisation du capital, c'est l'extension de structures d'offres très concentrées (monopolistiques ou oligopolistiques) vers la plupart des industries à forte intensité technologique, ainsi que dans de nombreux secteurs industriels de fabrication à grande échelle.

## PROFIT ET RENTE DANS LES GROUPES INDUSTRIELS CONTEMPORAINS

Le sceau rentier dont est marqué le capital engagé dans la production tient pour une part aux interconnexions nombreuses entre capital «productif» et capital se valorisant sous la forme financière. Aujourd'hui, le grand groupe est presque sans exception une société holding. Même si l'usage veut que les organisations capitalistes, à implantation et opérations transnationales, continuent à être désignées sous le nom «d'entreprises» ou de «firmes», on est en présence de groupes financiers à dominante industrielle, que tout contribue à distinguer toujours plus de la grande masse des entreprises. Dans le cadre de la mondialisation financière, ce qu'on nomme la «financiarisation» des groupes s'est considérablement accru. Ce sont à un degré toujours plus fort des groupes financiers, certes à dominante industrielle, mais avec des diversifications dans les services financiers, ainsi qu'une activité toujours plus importante en tant qu'opérateurs sur les marchés des changes et les marchés où se négocient les formes les plus notables de capital fictif, notamment les «produits dérivés». L'organisation en holding a précisément

pour but de rendre l'entrée de plain pied dans la finance globalisée plus aisée (que les groupes possèdent une banque de groupe ou qu'ils confient la responsabilité des opérations financières à leur direction financière).

C'est une première façon essentielle pour les groupes industriels de participer à la tendance au renforcement des positions des traits rentiers du capitalisme contemporain. Mais ce n'est en aucune façon la seule. La multiplication du nombre d'opérations gigantesques d'acquisitions-fusions a renforcé sans cesse le caractère monopolistique du secteur industriel et des activités de service. *«Formation d'unions internationales capitalistes monopoleuses se partageant le monde»* : telle est la manière dont Lénine formulait le quatrième «trait fondamental». Ces «unions internationales» ont pris aujourd'hui une telle ampleur que leur analyse a été entreprise à l'intérieur de la recherche universitaire par quelques économistes «hétérodoxes», dont j'ai utilisé les travaux sur la théorie de l'oligopole mondial.

Avec l'extension du processus de concentration- centralisation du capital, la forme dominante de structure d'offre devient l'oligopole (qui réunit le petit cercle des «meilleurs»). Or celui-ci doit être défini comme l'exercice «collectif», à plusieurs, d'une position de monopole. L'oligopole n'exclut pas des phases de concurrence (ou de «rivalité oligopolistique») sévère, mais il a comme caractéristique centrale des modalités de stratégies capitalistes qui sont faites, d'une part de conservation des positions acquises plutôt que de leur amplification et, de l'autre, d'exercice du pouvoir économique que la grande dimension procure. L'opération d'acquisition-fusion relève de la centralisation du capital et

ne suppose aucun «accroissement positif du capital social» (voir plus haut). Au contraire, elle est devenue, presque invariablement, une manière pour un capital déjà concentré de combattre la baisse du taux de profit en absorbant d'autres firmes, pour ajouter leurs parts de marché à celle qu'il détient déjà, en intégrant éventuellement quelques éléments de leur capacité de production et de recherche technique, mais en démantelant la plus large partie. Dans beaucoup d'industries mondiales, l'ampleur récente des opérations d'acquisitions-fusions relève d'un processus larvé de cartellisation. Parallèlement, on a assisté à une évolution marquée par la volonté toujours plus manifeste des groupes de grande dimension, et cela autant dans les services (par exemple la grande distribution hautement concentrée) d'exploiter le pouvoir économique résultant de la dimension en soi, pouvoir de monopole et de «monopsonie» (pouvoir de l'acheteur) qui naît du processus même de concentration et de centralisation du capital. C'est la dernière dimension qu'il faut considérer dans l'accroissement des traits «rentiers» des groupes industriels.

La multiplication des participations minoritaires et surtout des nombreux accords de sous-traitance et de coopération inter-entreprises entre partenaires de puissance économique souvent très inégale, a conduit à l'émergence de ces formations hybrides qu'on désigne sous le nom de «firme réseau». Cette évolution n'a pas seulement eu pour effet de rendre les «frontières de la firme» très perméables et floues. Elle est également à l'origine d'un important processus de «brouillage» des frontières entre le «profit» et la «rente» dans la formation du profit d'exploitation des groupes. La majeure partie de ce qu'on nomme les «nouvelles

formes de l'investissement», de même que la majorité des accords de sous-traitance et de coopération inter-entreprises entre partenaires de puissance économique nettement inégale, exigent que l'on procède à une décomposition entre 1) ce qui relève de la création de valeur et de plus-value au sein d'une firme capitaliste donnée et, 2) ce qui relève de l'appropriation de valeur et de plus-value déjà créées, c'est-à-dire d'une ponction sur l'activité productive et le surplus d'une autre firme, d'empiètements sur sa chaîne de valeur à elle. Dans la majorité des cas, la sous-traitance industrielle a le caractère d'une «quasi-intégration», qui oblige cependant le sous-traitant et ses salariés à supporter la plus forte partie des aléas du marché. Un spécialiste anglais a pu dessiner les traits de ce qu'il nomme les «multinationales de style nouveau» en les comparant au «*système nerveux central d'un ensemble plus étendu d'activités, interdépendantes mais gérées moins formellement (que dans le modèle de gestion "classique" du groupe fortement intégré des années 1960-70), dont la fonction première est de faire progresser la stratégie concurrentielle globale et la position de l'organisation située au cœur (core organisation)*». Et de préciser, «*ce n'est pas seulement, ou même principalement, par l'organisation de sa production interne et de ses transactions sur le mode le plus efficace, ou par ses stratégies de technologie de produit et de commercialisation, que cette organisation atteint son but ; mais par la nature et la forme des relations établies avec d'autres entreprises*» (c'est moi qui souligne). Façon pudique de souligner la capacité d'une catégorie donnée de firme de s'approprier, en raison de sa taille et de son pouvoir de marché, la plus-value créée collectivement au sein d'un ensemble d'entreprises travaillant en réseau.

## COMBIEN DE TEMPS UN «RÉGIME

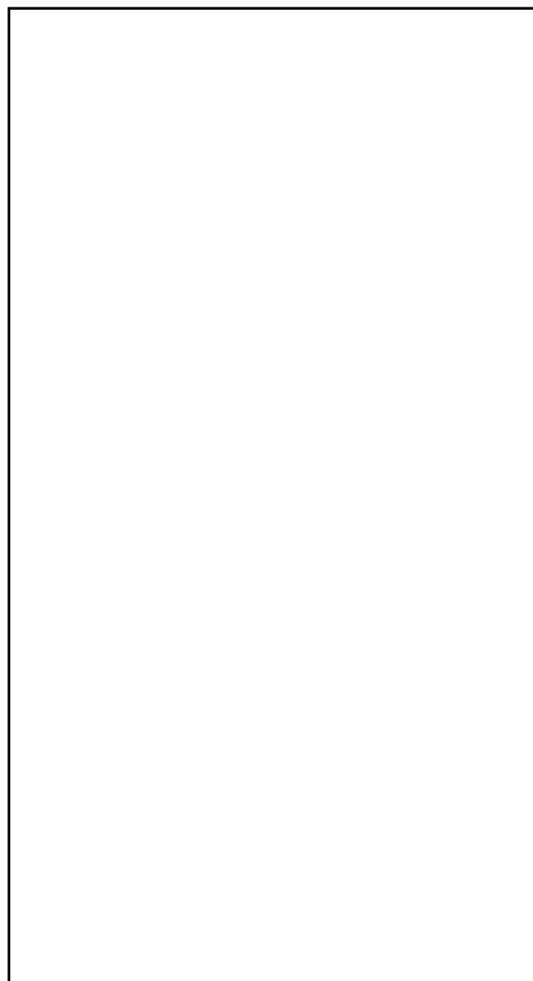


Fig. 2. : Etats-Unis : Investissements en pourcentage des dépenses intérieures totales.

Source : Bureau of Economic Analysis, U.S.

## D'ACCUMULATION RENTIER» PEUT-IL ETRE SUPPORTÉ ?

La «mondialisation du capital» est à un degré plus élevé que tout autre celle du capital qui conserve la forme argent, se valorisant à l'intérieur de la sphère financière, mais se nourrissant de ponctions sur les revenus créés dans le cours de la production de valeur et de plus-value.

Dans le livre II du *Capital*, Marx explique que les conditions générales de l'accumulation incluent la capacité du capital industriel ou capital productif à établir son hégémonie sur le capital commercial et le capital argent et à subordonner leurs opérations aux siennes. L'époque du pourrissement prolongé de l'enveloppe des rapports de la propriété est marquée d'un tout autre signe. On constate en effet que le capital com-

mercial, sous ses formes les plus concentrées, a retrouvé une capacité considérable, soit de se poser en rival direct du capital industriel en effectuant certaines opérations (de donneur d'ordre pour la production de biens de consommation finale) qui étaient traditionnellement du ressort de celui-ci, soit de lui imposer des ponctions sur la plus-value, moyennant un contrôle efficace de l'aval de la chaîne de valeur, c'est-à-dire de l'accès au marché. Dans le cas du capital-argent, il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit de l'émergence d'une situation où c'est le mouvement propre de cette fraction du capital qui tend à imprimer sa marque sur l'ensemble des opérations du capital ; où il y a donc l'affirmation par le capital-argent d'une autonomie face au capital industriel comme jamais auparavant ; «autonomie» dont les limites sont fixées cependant par la viabilité à moyen (ou peut-être même à court terme) d'un «régime d'accumulation rentier», c'est-à-dire d'une gigantesque excroissance parasitaire qui vit de la plus-value et du surproduit, en auto-entretenant et en tentant de faire partager à tout le corps social (journalistes économiques en tête), l'illusion fétiche que l'argent aurait acquis mystérieusement «*la propriété de créer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, tout aussi naturellement que le poirier porte des poires*» (III, chap. XXIV).

Une indication de ce que signifie un régime d'accumulation dominé par le capital rentier est fournie par la figure 2, qui montre la part de l'investissement dans le total des dépenses intérieures des États-Unis. Elle concerne un seul pays qui a bénéficié d'une position privilégiée de pays-rentier centralisant des ponctions parasitaires plus que n'importe quel autre. Mais le propre de la mondialisation financière est précisément de conduire vers une homogénéisa-

tion des rythmes de l'accumulation et de forcer l'ensemble des pays au centre du système mondialisé à s'aligner sur les tendances qui s'affirment aux États-Unis. Dans les années 1990, le Japon, dont le taux d'accumulation était fort, a connu des rythmes qui ont tendu à s'aligner sur la tendance nord-américaine.

Combien de temps l'hégémonie du capital rentier comme caractéristique du système mondial comme tel peut-elle être supportée ? Le caractère fictif d'une large fraction du capital financier ne rend-il pas une très grande crise inévitable ? La réponse à ces questions ne relève pas de l'économie seulement, mais au moins autant du cours de la lutte des classes. Nous les examinerons dans le numéro 2 de *Carré Rouge*.

1 F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, Collection Alternatives économiques, Éditions Syros, Paris, 1994.

2 Un holding est une société qui possède et qui gère un portefeuille de participations au capital d'entreprises qu'elle contrôle.

# Les masques

Yves Bonin

**A**près avoir confirmé sa place électorale lors de l'élection présidentielle, le FN a emporté trois municipalités de taille respectable. L'émotion soulevée, le battage médiatique, les articles innombrables, en ont fait l'événement essentiel de la fin de l'année politique. On a vu se multiplier les rencontres, les manifestations. Les serments les plus solennels ont été jurés : on allait se remettre «au terrain», ne plus le laisser aux hommes de Le Pen ; on a évoqué, jusque dans les rangs de la droite «classique», la mise en place d'un Front républicain, auquel, à gauche, on s'est souvent empressé d'ad-

Il n'est pas dans mon intention de minimiser l'importance de ce qui s'impose comme l'un des résultats les plus tangibles de quatorze années de mitterrandisme : l'émergence, le renforcement et l'ancrage électoral d'une force qui se réclame de l'extrême-droite, raciste, xénophobe, au moindre relâchement ouvertement antisémite, brutale, qui draine de plus en plus de Dupont-La-Joie aux côtés des crapules aux crânes rasés et vides. Il me semble simplement que ce fait, incontestablement important, ne peut être considéré en laissant la bride sur le cou à l'émotion, aux comparaisons historiques hâtives et abusives ; qu'il y a même quelque chose de suspect dans l'unanimité de la condamnation, de l'émotion universellement suscitée ; qu'une politique révolutionnaire ne saurait en tout cas s'ordonner autour de cet événement, même s'il est clair qu'aucune politique ne saurait être considérée comme révolutionnaire si elle n'inclut pas cette donnée, la nécessité de combattre par les moyens les plus radicaux contre cette vermine. Mais je voudrais m'attacher à montrer qu'il s'agit avant tout là d'un masque, d'un chiffon rouge, agité devant les yeux des masses pour les détourner d'autres responsabilités, d'autres tâches, d'autres urgences.

N'est-ce pas d'ailleurs la mission que, très cyniquement, Mitterrand a attribuée au Front national depuis 1981, à la fois pour des raisons électorales dont personne ne doute et pour des objectifs plus profonds et plus inavouables encore ?

**UN COURANT  
TRADITIONNEL,  
SOUS UNE FORME  
NOUVELLE**

Ce n'est pas ici le lieu de tracer les origines historiques du FN, son ancrage dans une tradition extrêmement vivace en France, du général Boulanger au maréchal Pétain, des Ligues aux Croix de Feu, de Pujade au Cid-Unati, en passant par l'OAS. Bien qu'infiniment plus velléitaires que leurs semblables allemands ou italiens, il n'a jamais manqué d'épiciers, de culs-bénis, de crapules plus ou moins engalonnées, de petits-bourgeois affolés pour manier le bâton plombé ou le pistolet. Le 6 février 34 a réuni des forces autrement puissantes et déterminées que les défilés pour fêter Jeanne d'Arc. Leur relative disparition pendant les décennies des Trente glorieuses n'est certes pas le signe de leur disparition totale.

Il n'est pas douteux que, pendant cette période, une relative stabilité économique, le plein emploi, mais surtout une occupation concertée et complice du terrain politique par le gaullisme et le stalinisme aient contenu cette force dans les limites de quelques groupuscules profondément divisés, impuissants et parfois même sinistrement folkloriques, le gros des troupes s'étant rangé bon an mal an sous les bannières officielles des «grands partis».

La crise globale qui frappe aujourd'hui notre société, la peur, le désarroi, le démantèlement des organisations ouvrières (sous le poids de la crise, mais surtout de leur propre pourriture), l'incapacité, aussi bien de ces organisations que des forces traditionnelles de la bourgeoisie, à apporter la moindre solution tant soit peu durable : en quelques années, le terreau sur lequel ont toujours fleuri les solutions musclées, fascistes, s'est considérablement reconstitué. Une fois encore, les organisations ouvrières ont trahi, en reprenant le schéma classique des fronts populaires pour dévier, disloquer, impuissantiser le mouvement des masses qui cherchaient à régler le problème en affrontant la bourgeoisie.

On peut certainement montrer que ce front populaire n'a pas été typique, mais l'Histoire n'a aucune raison de se répéter à l'identique. Mais on ne peut manquer de s'interroger sur cet autre schéma que, comme tant d'autres, nous avons pris au pied de la lettre, en oubliant qu'il était le produit d'une élaboration vivante de Trotsky, selon lequel les fronts populaires ouvrent la voie au fascisme. L'Histoire a montré que ce pronostic n'avait rien de hasardeux : l'humanité a payé cher pour le vérifier.

Et cependant, ce ne sont pas Le Pen et Maigret qui sont aujourd'hui aux commandes de l'Etat, mais un appareil RPR, par ailleurs extraordinairement fragile sous son apparente toute-puissance. Le pronostic serait-il désormais erroné ? Ou faut-il plutôt (comme certains ont tendance à le penser) à toute force considérer qu'il est en train de se réaliser, en commençant par les 15 % de Le Pen et les trois communes conquises par le FN ? Ou bien la solution militaro-policière, fasciste, est-elle devant nous, lorsque le paroxysme de la crise en cours sera atteint, Le Pen n'étant pour l'instant à la tête que de quelques éléments de ce qui sera alors l'ultime recours de la bourgeoisie aux abois ?

Si l'on s'attache à ne pas jouer de manière désinvolte avec les mots et les concepts, le fascisme se caractérise de manière nette : dans une situation historique où la classe capitaliste ne parvient plus, par les moyens traditionnels de l'Etat bourgeois, à endiguer les forces, essentiellement prolétariennes (au sens premier et général du mot), qui menacent la propriété privée des moyens de production et l'Etat bourgeois qui la protège, une fraction significative du grand Capital arme directement des bandes, des corps-francs, chargés de s'attaquer physiquement au prolétariat, à ses organisations, à ses «institutions», quitte même à confier, au moins provisoirement, les rênes de l'Etat à ces bandes, sur un programme radical de dislocation des acquis ouvriers, des solidarités de classe, des formes de résistance organisée des prolétaires contre l'exploitation. L'épouvantable dimension raciste, antisémite, du fascisme dans sa version nazie (et dans son avatar français) demeure une exception : la version italienne n'en a pas eu besoin pour accomplir sa sinistre besogne anti-révolutionnaire, anti-ou-

vière, pas plus que les versions portugaise, espagnole ou chilienne.

On ne saurait prendre à la légère les exactions commises par les tueurs du FN, le fait qu'elles ont toutes été dirigées contre des travailleurs et des jeunes immigrés ou enfants d'immigrés. Le racisme, la xénophobie qui imprègnent le discours et l'action du FN ne sont pas une simple «lubie» : en s'attaquant aux travailleurs et aux jeunes immigrés, ils s'attaquent à une fraction du prolétariat français, ils tendent à dresser les prolétaires «nationaux» contre les travailleurs immigrés, divisant la classe prolétarienne, désignant les seconds comme les responsables des misères des premiers. Ce faisant, le FN accomplit une mission au compte, en définitive, des intérêts des exploités. Cela, nous le savons. Mais nous devons également être clairs sur le fait que n'existent pas actuellement de bandes armées capables (ni même sérieusement désireuses) de s'attaquer aux piquets de grève de l'Alstom ou d'Air France. Nulle part on n'a encore vu de corps francs défilés en rangs serrés, l'arme à l'épaule (ne serait-ce que des bâtons !), ni envahir les permanences syndicales, les locaux des organisations «traditionnelles» de la classe ouvrière. Quelle que soit par ailleurs leur envie (et l'évocation nostalgique du «bon temps» dans leurs réunions), nulle part les sbires de Le Pen n'ont encore bastonné grévistes ou manifestants, ni fait ingurgiter d'huile de ricin à un dirigeant syndicaliste.

Le programme de Le Pen contient bien quelques éléments classiquement fascistes : politique anti-laique, anti-Fonction publique, anti-syndicats, pro-corporatiste ; attaque contre la fraction la plus fragile du prolétariat, le prolétariat immigré, en attendant, à n'en pas douter, de s'at-

taquer à l'ensemble du prolétariat, de ses acquis, de sa protection sociale, de ses statuts, etc. Il serait bon que nous nous attaquions d'ailleurs à l'étude plus systématique de ce programme (ou de ces éléments de programme), pour en montrer la filiation historique, le caractère «classiquement» bourgeois radical. Mais ce qui en ressort publiquement, c'est davantage un brouet catholico-poujadiste-françouillard, à base de rétablissement de la peine de mort, de remise en selle de l'Eglise catholique, de revendications de petits commerçants et de vieilles dames éfrayées par la petite délinquance, de démagogie anti-immigrés, anti-Europe, anti-ailleurs, de vœux de retour à la terre, au village, au cousinage, au couple marié. Rien de tout cela n'est innocent ni anodin, mais cela exige que nous nous demandions quelle est la fonction exacte de cette organisation en France.

## LE FN : AVANT TOUT

### FONCTION DE

Ce programme et l'image que véhicule le FN ne nous sont pas indifférents. Ils jouent un double rôle : celui de force d'attraction et celui de repoussoir. Ils attirent, et c'est le signe très préoccupant d'un désarroi, d'une dislocation de la société. Il est absurde de nier que l'électorat de Le Pen se recrute dans les cités autrefois ouvrières, autrefois bastions du PCF essentiellement. Cela dénote une tension, une rage impuissante, une colère immense mêlée de dégoût, une dérive. Parmi ces électeurs, certains seront demain disponibles pour s'armer (ils le sont souvent déjà) contre l'étranger, contre le syndicaliste, contre le fonctionnaire, qui sont désignés comme respon-

sables des maux qui frappent ces gens. Il y a là un danger immense, qui devrait nous amener à proposer aux jeunes des cités, et principalement aux enfants d'immigrés, de s'organiser pour y faire face. Mais c'est peut-être dans le second aspect du rôle du FN, celui de repoussoir, que reposent les enseignements les plus précieux. Rétablissement de la peine de mort, appel à une répression sans cesse accrue, xénophobie, antisémitisme sont les seuls aspects du programme du FN qui soient systématiquement agités et utilisés comme repoussoir. C'est sur cette base seule que se réunissent les «consciencés», les Bruel, les Simone Veil, les «philosophes» vertueux, les «french doctors» hypermédiatiques. Ainsi apparaît une double fonction du matraquage du FN sur ces thèmes : il permet à la fois de masquer les éléments les plus fondamentaux de son programme (qui l'apparentent directement à une organisation fasciste «classique») et de déporter sur un terrain exclusivement moral la condamnation de ses thèses.

C'est ainsi que Bernard Kouchner peut discuter morale avec Simone Veil sans jamais avoir à s'expliquer sur ce qu'a fait le gouvernement dont il a été membre ni sur ce que fait le gouvernement que soutient Simone Veil ; c'est ainsi que l'on peut appeler à voter RPR pour «faire barrage au FN» sans jamais noter que le programme social du RPR s'apparente directement à celui de Le Pen ; c'est ainsi aussi que toutes les catégories sont fondues, que le brouillage le plus total s'installe lorsque dans une discussion avec n'importe qui, la première question, qui vaut base d'accord essentielle, consiste à s'assurer qu'il n'a pas «voté Le Pen».

C'est cette fonction de brouillage, de masque, qui me semble aujourd'hui

la plus grave, la plus mortelle.

Ni Mitterrand ni Chirac, ni aucun de leurs ministres passés ou actuels, ne professent (ni ne partagent) aucune des thèses les plus choquantes de Le Pen. Il y a probablement entre eux et le FN une différence d'attitude morale dont nous voulons bien leur donner quitus. «Ils n'ont pas voté Le Pen», et cependant, ils ont les uns et les autres, chacun à leur tour, chacun avec des modalités différentes, disloqué les acquis ouvriers au point de démanteler presque complètement les bases mêmes sur lesquelles s'appuyaient les prolétaires pour, depuis des décennies, tendre à agir comme une classe ; ils ont instauré un règne de l'argent si envahissant que c'est presque une honte aujourd'hui d'être pauvre ; ils ont agi pour rendre à l'Eglise des positions qu'elle avait perdues ; ils ont répandu une misère jamais vue depuis un siècle. Mais surtout ils ont assuré la survie du système de la propriété privée des moyens de production plus sûrement que ne l'auraient fait les bandes armées d'un parti fasciste autrement puissant que celui de Le Pen. Quels corps francs auraient pu ainsi pousser des centaines de milliers de travailleurs de l'industrie à la rue ? Quels groupes armés auraient réussi à remettre en cause aussi radicalement les conventions collectives et le droit du travail ? Quelle organisation violente aurait été capable de faire revenir en arrière de soixante-dix ans dans les rapports entre l'Etat et l'Eglise ?

En somme, unis dans la dénonciation morale des «excès de langage» de Le Pen, ils ont, chacun à leur tour, accompli ce qu'aucune organisation fasciste n'aurait pu rêver d'accomplir : une sorte de mise en place, partielle et discrète, du programme que la bourgeoisie confie traditionnellement aux fascistes. En quinze ans, c'est une sorte de contre-révolution à froid

qui a été opérée, avec comme constante idéologique, la dénonciation morale du FN, agité comme un épouvantail, en réalité dressé comme un masque. Il serait certainement du plus grand intérêt de suivre pas à pas le travail accompli par une organisation comme SOS-Racisme dans cette voie : c'est un modèle.

## FAIRE TOMBER

### LE MASQUE :

Une politique révolutionnaire ne saurait, répétons-le, se détourner de la tâche d'aider les travailleurs et les jeunes à s'armer contre les sbires de Le Pen, ou de celle de dénoncer par tous les moyens le contenu réel de l'offensive xénophobe et raciste dirigée contre les travailleurs et les jeunes immigrés, fraction la plus fragile du prolétariat, attaquée à ce titre pour mieux attaquer l'ensemble du prolétariat, le diviser pour l'affaiblir, pour l'affoler, l'effarer, le détourner de ses vrais ennemis. Cela implique des décisions, des tâches et des actions spécifiques. Mais il faut avant tout que nous en revenions au B.A.-BA : lutter contre le fascisme qui, effectivement, reste un recours ultime pour une bourgeoisie affolée, c'est avant tout caractériser le fascisme en terme d'appartenance de classe, c'est dire au nom et au compte de quelle classe il agit. Cela implique que l'on trace de nouveau vigoureusement, clairement, ce qui est l'objectif à atteindre : l'expropriation du capital, la destruction de l'Etat bourgeois qui le protège, et de toutes les institutions, nationales et internationales, qui l'organisent.

Tout ce qui estompe cet objectif, tout ce qui le masque derrière des paravents moraux, derrière des notions floues, contribue à le sauver, et donc à maintenir et à alimenter les bases

sur lesquelles le recours au fascisme peut surgir. Ce serait faire insulte à l'intelligence et à la mémoire du lecteur que de s'étendre longuement sur le rôle protecteur extraordinairement efficace qu'a constitué le double septennat de Mitterrand dans cette voie, sur la réhabilitation hystérique et totalitaire (au moins idéologiquement) de l'entreprise, sur le scandale du fric facile, de la Bourse et de ses effets abominables, comme le scandale du sang contaminé, effet direct de cette politique. Mais nous n'avons jamais attendu autre chose de Mitterrand, pas plus que de Chirac évidemment, hier avec Pasqua, aujourd'hui (brièvement, mais ses thèses restent celles qui ont dominé la campagne de Chirac) avec Madelin.

Mais si ceux-ci ont accompli au-delà du prévisible ce que l'on pouvait attendre d'eux, ils ont usé de manière classique et pour tout dire normale de leur acharnement à tromper, à masquer, à protéger le Capital. S'il faut trancher net, c'est dans les masques plus subtils, dans les brouillages plus inattendus de ceux qui se présentaient comme une avant-garde que l'on doit planter le scalpel.

L'orchestration de la haine, de la peur, du désarroi, de la division dans laquelle Le Pen et son organisation jouent leur partition, mais pas plus que leur partition, a un fondement de classe : c'est l'outil d'une classe bourgeoise qui veut réduire les prolétaires français à mendier un «bol de riz» pour continuer à réaliser la plus-value, et qui le fait de manière d'autant plus sauvage et barbare qu'elle est elle-même acculée à une menace de faillite totale. On ne peut faire reculer ces signes de la barbarie à laquelle ce système condamne l'humanité qu'en s'attaquant de manière

précise et tranchée à ce système lui-même. Aucune campagne morale, au nom de l'indignation devant les agressions verbales (et de plus en plus physiques) du FN, ne peut y suppléer. Le fascisme que celui-ci préfigure (et préfigure seulement) ne peut être combattu en conservant le moindre flou à cet égard.

# « Jusqu'ici,

Michel Lanson

Lorsqu'un événement culturel entre en résonance avec l'actualité et rencontre le public, cela devient un fait politique et social d'importance. L'année 1995 a été marquée par l'arrivée de la banlieue sur les écrans : *Krim* d'Ahmed Bouchala, *Raï* de Thomas Gilou, *Etat des lieux* de Jean-François Richet, *Bye Bye* de Karim Dridi, *Panne des sens* de Malik Chibanne et, bien sûr, *La Haine* de Mathieu Kassovitz. Certes, ces dernières années, plusieurs films avaient pris la banlieue pour décor. Mais elle n'était qu'un support au discours moralisateur de Tavernier dans *L'Appât* ou à la création poétique de Bertrand Blier dans *Un, Deux, Trois, Soleil*.

Dans les films récents, et dans *La Haine* en particulier, la banlieue est le sujet. Kassovitz filme à hauteur de ses personnages (un Juif, un Noir et un Arabe) un moment significatif du quotidien d'une cité : bavure, descente de police, révolte... et un affrontement. Par le choix délibéré de ce point de vue, le parcours des trois jeunes gens peut devenir une métaphore de l'état de notre société : « Jusqu'ici tout va bien... »

Avant d'aller plus avant dans l'analyse, sans doute convient-il de répondre à une critique apparue au moment de la sortie du film dans certains milieux politiques et chez les « éducateurs de terrain » : « Certes, ce film est esthétiquement réussi - c'est déjà bien d'en convenir - mais il n'apporte pas de solution. » Depuis quand le politique ou le professionnel du social se déchargent-ils de leur travail sur l'artiste ? Sans doute, ils n'ont pas eux-mêmes de solutions à proposer.

D'autres se sont étonnés qu'une fiction tournée d'un point de vue radical et sans concession ait pu rester acceptable pour le monde du cinéma et ait été accueillie par un si large public. Il s'agit là d'une conjonction intéressante et qui vient contredire les défenseurs poujadistes du film fran-

çais, pour qui seuls les comédiens, les films « traditionnels » de « l'esprit français » répondent aux choix du public.

La radicalité, symbolisée par l'affrontement final entre Vinz et le policier, est comprise consciemment ou non par le public comme l'alternative unique, l'aboutissement d'une situation dont personne ne peut connaître le résultat final. D'ailleurs, Kassovitz coupe délibérément et intelligemment le dernier plan.

Cependant, ne nous y trompons pas, *La Haine* n'est pas un film qui délivre un message politique. Le discours en est exclu, n'en déplaît à tous ceux qui cherchent désespérément l'avant-garde en banlieue après avoir fait le tour du monde. Mais c'est un film politique car, grâce à son intransigeance en matière de cinéma (fiction construite, esthétique recherchée, montage rythmé), Kassovitz réussit à faire appréhender le réel dans sa complexité.

Pour rendre crédibles ses personnages, Kassovitz s'est particulièrement penché sur leur langage. En effet, ces jeunes gens, fils et petit fils de l'armée de réserve du capital, dont les grandes industries automobiles ou sidérurgiques avaient besoin dans les années 60 ou 70, se retrouvent rejetés dans des réserves dont

progressivement ils ne peuvent plus sortir. Le réalisateur ne parle pas du chômage, de l'illusion de la promotion sociale par l'école ; il montre trois jeunes gens dans leurs déambulations, dans leurs relations, et cela suffit pour comprendre qu'ils appartiennent à un monde différent. Leur langage est d'abord gestuel (bourrades, courses, voltes, etc.), c'est-à-dire sensoriel, et il n'a d'autre fonction que de permettre aux personnages de se sentir vivre et d'être reconnus. Le langage parlé, quant à lui, ne sert qu'à établir le contact avec l'autre. On s'appelle de la cour à la fenêtre, de la fenêtre à la cour. On parle à l'autre pour retenir son attention, comme dans la scène où un enfant fait le récit incohérent et donc incompréhensible d'une émission de télévision à Vinz, qui fait mine de l'écouter. Ici, le langage n'est qu'un vecteur d'affectivité. Ce phénomène court tout au long du film. On comprend mieux alors pourquoi peuvent pénétrer dans les banlieues des idéologies telles que le fondamentalisme islamique chez les jeunes arabes, ou le nationalisme frontiste chez les petits blancs. Ces idéologies sont fondées sur l'affect et fon-

tionnent sur la répétition ; tout est dit en quelques mots. Tandis qu'une approche réfléchie des problèmes, une réflexion révolutionnaire, a besoin d'une pensée discursive, qui ne peut se déployer que par un raisonnement articulé.

Les personnages sont enfermés dans leur langage ; ils ne peuvent donc exister qu'à l'intérieur d'un territoire délimité. La sortie à Paris en est l'illustration : impossibilité d'utiliser l'interphone : comment se faire comprendre ? Impossibilité d'établir une relation autre que violente avec le jeune parisien. Cette tentative d'exploration est un échec, réprimé par des vigiles particuliers : les skin heads.

La banlieue devient une prison et la violence est la seule possibilité de se faire reconnaître et de repousser ceux qui viennent de l'extérieur, au nom de l'Etat, dans l'intention d'imposer leur ordre.

Cet affrontement est d'une logique implacable, et ni la démagogie de certains policiers, connus par leur parler « faux », ni le discours aliéné et aliénant des « grands frères » ne peut l'empêcher. Mais ces révoltes sont plus proches des « émotions »

du Moyen âge que de véritables soulèvements conscients. De plus, à cause de leur caractère affectif, elles permettent toutes les manipulations de la part de la police, du GIA, de certains services secrets, etc.

L'écho rencontré par ce film indique une prise de conscience de la part du public, prise de conscience certes multiforme et parfois contradictoire, des tensions et de la violence contenues dans notre société. Les contradictions apparaissent noires et blanches sur l'écran. Il serait erroné de vouloir projeter sur cette réalité mise à jour une quelconque grille de lecture préétablie : elle ne résisterait pas à l'épreuve de la vie. L'artiste nous prévient par la métaphore : « Jusqu'ici, tout va bien... ». C'est au politique d'envisager l'atterrissage, sans se cacher derrière des préjugés et des lieux communs.

# l'illusion

Marcel Bleibtreu

**D**'une interview de M. François FURET à *L'Express* sur son livre *Le passé d'une illusion*. Question : « Pourquoi des gens croient-ils, au-delà du raisonnable, au "socialisme à visage humain" ? »  
 Furet : « Le capitalisme et les droits de l'homme sont les deux faces inséparables de la démocratie moderne. »  
 Q. : « Dans votre conclusion, vous dites : "la décomposition de l'empire soviétique est un mystère ...il s'est défait lui-même." »  
 Furet : « Le fond de l'énigme, pour moi, c'est la décision politique prise par Khrouchtchev, puis par Gorbatchev, de faire la critique du système de l'intérieur. C'est la clef de tout. »

**L**e dessein de Furet est de démontrer que toute révolution est mauvaise. La Révolution française aurait dû s'arrêter à Mirabeau, la Convention a tout faux, la philosophie des Lumières est une utopie perverse qui mène inéluctablement à la Terreur (1). La Révolution d'Octobre, qui se réclamait des Lumières, ne pouvait qu'aboutir au totalitarisme stalinien, produit nécessaire de 93, du marxisme et du léninisme. Lénine, ose même prétendre l'historien Furet, serait le théoricien du Parti unique !

Pourtant quelque chose le gêne : le fond de l'énigme, la clef de tout, c'est que la critique du système ait pu être entreprise de l'intérieur par Khrouchtchev et par Gorbatchev, dit-il, en oubliant Béria (2), l'homme de la dernière chance d'une déstalinisation réussie. Cruelle énigme, en effet, car si vraiment le stalinisme est, comme le prétend Furet, le « second bolchevisme », héritier légitime d'Octobre, pourquoi l'extermination de la génération d'octobre, celle du Comi-

té central de Lénine, celle de 80 % des délégués au Congrès de 1934 du PCB de l'URSS, celle de l'état-major de l'Armée rouge, celle des cadres des PC polonais et allemand, tués par lui ou livrés à Hitler, pourquoi avoir brisé la révolution espagnole, la lutte des partisans grecs, pourquoi la Sainte-alliance de Yalta, pourquoi Budapest et la mort d'Imre Nagy (3), etc. ?

La clef de l'énigme fut donnée par Trotsky, et elle échappe à la perspicacité de Furet : pour se maintenir, le Centre stalinien devait mener une lutte sans merci contre les aspirations au mieux-être et à la liberté d'un peuple bâillonné, mais ces aspirations ont été constamment relayées au sein des instances les plus politiques du parti et de l'État (Armée rouge, services de renseignement, diplomatie, Instituts de politique internationale et d'Histoire, etc.). Ce mouvement pour la révolution politique, pour le retour à Lénine et pour la démocratie soviétique a été qualifié par Trotsky de « tendance Reiss », du nom d'un haut responsable du

service de renseignements de l'Armée rouge, rallié à la IV<sup>e</sup> internationale. (4)

Sans résoudre l'énigme, Furet poursuit le parcours schizophrénique banal des fondamentalistes staliniens repentis qui, ayant perdu la foi dans le «socialisme réellement existant», soignent leur mauvaise conscience en chantant sur l'air de Gavroche «C'est la faute à Lénine».

Stalinien mal dégrossi, antitrotskiste de toujours, Furet découvre tardivement la tragédie de l'opposition de gauche, s'en délecte et l'exploite pour justifier son ralliement au charme discret de l'ordre capitaliste. Mieux encore, il dénonce en Trotsky celui «qui prolonge la mythologie des soviets [...] en offrant un point d'appui fragile à l'idéalisation de Lénine contre Staline.»

Nous ne saurions citer tous les à-peu-près de notre historien, mais tout de même : il écrit, à propos de la NEP, décidée pour en finir avec la pénurie de l'économie de guerre (nommée à tort communisme de guerre) et amorcer la transition vers le socialisme : «La NEP faisait se lever le fantôme de Thermidor» ! (5)

Son silence sur les quatre congrès de l'Internationale communiste réunis du vivant de Lénine n'a d'égale que sa discrétion sur le sens de sa dissolution par Staline en 1942. (6)

Silence aussi sur les journées de juillet 1917 au cours desquelles le peuple de Péetrograd, entraîné par les comités de paysans-soldats, se lança, spontanément, et contre les mises en garde du parti bolchevik, dans des affrontements violents avec la police. Taire cet événement capital est nécessaire à la thèse selon laquelle Octobre aurait été un «putsch» et non une révolution ; utile surtout au postulat de Furet pour qui

les réformes démocratiques de la révolution de Février 1917 auraient pu survivre à la poursuite de la guerre et à la domination des grands propriétaires terriens.

En somme, l'Histoire du bolchevisme selon Furet c'est la vie de Jeanne racontée par l'évêque Cauchon.

## LA MÉTHODE HISTORIQUE DE

Pour Furet, l'histoire de l'humanité, c'est l'histoire des idéologies. L'économie de marché est l'ordre naturel, immuable, source de toute démocratie. Le concept de classes sociales (a fortiori la lutte des classes) est une vue de l'esprit. La bourgeoisie n'est pas une classe. Elle est le clergé de la Trinité : Libéralisme, Marché, Démocratie. Les imperfections de l'église dans le siècle ne sont pas imputables au Dieu en trois entités consubstantielles que Furet a rencontré.

L'Etat n'a pas de caractère de classe. Hitler est un pur idéologue. Il n'a jamais été au service du capitalisme allemand. La preuve en est que, comme Mussolini, il vitupérait le bourgeois. Certes, le nazisme a brisé les organisations ouvrières, massacré ou enfermé dans les camps de la mort les communistes, les sociaux-démocrates, les syndicalistes ouvriers, mais ce fut par pure idéologie ! Qu'il ait, à peine devenu Chancelier, liquidé l'aile social-populiste du nazisme, la S.A. qui l'avait porté au pouvoir, n'est qu'une péripétie, un détail, car «après comme avant la nuit des longs couteaux, il est resté le même Hitler de *Mein Kampf*»...

Il est pourtant notoire que ses commanditaires de l'industrie lourde et de la haute finance allemandes ont

célébré sa double victoire et que la grande presse internationale, du *Times* de Londres au *Temps* parisien, organe du Comité des Forges se félicitèrent ouvertement de ce pouvoir fort qui mettait au pas les syndicats, les partis de gauche et les ouvriers «gréviculteurs».

Les deux Guerres Mondiales qui englutirent 75 millions de vies humaines n'avaient aucun lien avec des intérêts économiques. Les rivalités inter-impérialistes ne sont qu'invention d'idéologues à la Jaurès. La guerre 14-18 fut un «accident imprévu et imprévisible» de nature purement idéologique et dû «au seul patriotisme des citoyens de divers pays [à leur] nostalgie de la gloire militaire [et] de la tradition»... Certes, il existait des rivalités économiques, mais elles n'opposaient pas des États capitalistes entre eux. Non, «ce fut l'affrontement entre des ... capacités nationales de travail.» (7). Avez-vous bien compris ? Krupp et la grande bourgeoisie allemande, Schneider et la grande bourgeoisie française, sont blancs comme neige, la guerre était pour eux «sans enjeux», les fauteurs de guerre, c'était ... les travailleurs !

Son plaidoyer ardent pour l'économie de marché conduit Furet à faire l'impasse sur le colonialisme, qui fut l'un des enjeux majeurs de la Première Guerre mondiale et, pour une large part, de la revanche de l'empire austro-hongrois et de l'Italie, spoliés par le Traité de Versailles. Mais, c'est promis-juré pour Furet, la Deuxième Guerre mondiale, c'est du 100 % idéologique.

## QUELQUES

## HISTORIQUES

Lénine était, dit-il, «le doctrinaire de

## LE PARTI ET SON

### INTÉRIEUR

la dictature d'un seul parti» (p.96). Aucun texte, aucune déclaration de Lénine ne peut être cité à l'appui d'une telle assertion. Le fait que le parti bolchevik se soit retrouvé seul au pouvoir dans le premier gouvernement résulta du refus des SR de gauche d'accepter les postes de commissaires du peuple que leur proposait Lénine. À partir de la mi-juillet 1918, partisans farouches de la poursuite de la guerre et hostiles aux pourparlers de paix avec l'Allemagne, ils s'engagèrent dans une opposition musclée. Ce sont deux SR, membres de la Tcheka, qui abatirent le 6 juillet 1918 l'ambassadeur d'Allemagne à Pétrograd, W. von Mirbach, en même temps que des commandos SR s'emparaient du siège de la Tcheka, de la poste centrale, et prenaient en otage le président du soviet de Moscou. Cette tentative de putsch établit sans conteste : 1) que le pluralisme subsistait alors jusque dans les rouages sensibles de l'État que sont les services de sécurité ; 2) que l'initiative de la rupture ne fut pas prise par les bolcheviks. Autre point d'histoire négligé par Furet : quelques jours plus tard, la socialiste révolutionnaire Fania Kaplan tira contre Lénine deux balles de revolver, dont l'une se logea dans le cerveau (8). Sans vergogne, Furet écrit pourtant (p.109) : «Les bolcheviks... ont combattu et ... interdit les socialistes révolutionnaires.»

Lénine est accusé de plagiat par Furet: «Dès la mi-1918, les bolcheviks sont restés seuls en scène après avoir repris[...] la politique agraire (des SR).» (p.160). Il répète ailleurs que le décret d'octobre 17 instaurant la nationalisation du sol et la réforme agraire étaient «une concession aux SR». Or, il s'agit là de l'un des décrets fondateurs de la République des soviets, l'autre étant le décret instaurant le contrôle ouvrier.

Furet ne connaît que la parodie stalinienne du centralisme démocratique. Or, s'il est vrai que la stricte discipline dans l'application des décisions majoritaires s'imposait dans le petit parti bolchevik illégal, la démocratie politique y fut plus réelle que dans d'autres partis car, au-delà de la décision majoritaire, le débat restait ouvert. Pour Lénine, la démocratie interne était inséparable de la fonction essentielle du parti : élever le niveau de conscience de ses membres et, par leur truchement, celui de la masse des ouvriers, de même que l'État révolutionnaire a mission de rendre chaque citoyen apte à l'autogestion afin qu'à la contrainte succède la simple administration des choses. L'esprit de tolérance s'exprima de façon spectaculaire en septembre-octobre 1918, lorsque Zinoviev et Kamenev, dirigeants connus, dénoncèrent publiquement la décision de prise du pouvoir adoptée par le Comité central. Dans tout autre parti dit démocratique, le non respect de la simple «discipline de vote» parlementaire entraîne l'exclusion, mais Zinoviev et Kamenev, dont l'attitude frisait la haute trahison, ne furent frappés d'aucune sanction, pas même un blâme. Furet n'y voit rien d'autre que l'occasion de stigmatiser «la passion sectaire du débat idéologique» chez Lénine !

Comme bien d'autres historiens réactionnaires avant lui, Furet laisse accroire que la Révolution de février se fût stabilisée en démocratie parlementaire si les bolcheviks n'avaient pas pris le pouvoir.

Si l'on se souvient qu'en août 1917 les ouvriers et marins bolcheviks ont sauvé le gouvernement Kerenski du coup d'État militaire de Kornilov, que

l'armée russe était en débandade face à l'offensive allemande, que les structures d'État étaient annihilées, que le kaiser pouvait soumettre à sa loi les débris de l'empire du tsar ou, qu'en cas de défaite allemande, la Russie arriérée, ruinée et massivement endettée serait passée du statut semi-colonial au statut de colonie des Alliés, le présumé de Furet apparaît inconsistant.

Peu lui importe, trois quarts de siècles plus tard, tout est bon à l'ancien dévot de Staline pour servir son nouveau dieu, la Démocratie du Dollar.

1 L'auteur semble ignorer que la plus sanglante de toutes les révolutions bourgeoises fut celle qui a donné naissance aux Etats-Unis : la Guerre de Sécession. Elle a fait cent fois plus de morts que la Révolution française...

2 Les termes «révolution politique», «retour à Lénine» et «socialisme démocratique» sont utilisés par Gorbatchev. Mais après quatorze ans de calamiteuse gestion brejnévienne, le souvenir d'Octobre est perdu pour les nouvelles générations.

3 Soudoplatov affirme qu'Imre Nagy était un haut fonctionnaire du GPU, comme l'étaient probablement les chefs de gouvernement accusés de «titisme» et pendus sur ordre de Staline : les Kostov, Rajk, Slansky...

4 Il fut assassiné par les gorilles de Staline en 1937.

5 p. 47.

6 André Marty m'a rapporté la déclaration que lui fit alors Staline : «Le prolétariat mondial révolutionnaire dont vous parlez, je n'en ai rien à faire.»

7 Souligné par l'auteur, p. 71.

8 Il est plus que probable que la maladie qui éloigna Lénine du pouvoir fut la conséquence de l'attentat, sans que l'on puisse dire s'il s'agissait d'abcès du cerveau ou de ruptures répétées d'anévrismes. La chronologie des accidents est éloquent : premier accident paralytique le 26 mai 1922 ; cinq mois d'immobilisation ; deuxième attaque le 16 décembre 1922 (huit jours plus tard, Lénine rédige son testament et, le 4 janvier, l'annexe conseillant d'éliminer Staline du Secrétariat général). La troisième attaque terrasse Lénine le 7 mars 1923 : dès lors, grabataire, il en est réduit à dicter ses déclarations à sa compagne Kroupskaïa. Neuf mois plus tard, survient la quatrième et dernière attaque (23 décembre 1923) dont il mourra un mois plus tard, le 24 janvier 1924. L'évolution fatale aura duré vingt mois.

# Notre

Cette revue n'existerait certainement pas sans lui, bien qu'il nous ait quittés il y a maintenant un an et demi, au printemps 94. Pour lui et Christiane, ce fut un beau printemps andalou, qui les vit nous rejoindre dans ce petit coin de côte près d'Almería, que j'avais souvent évoqué lors de nos discussions.

Je me préparais à leur faire découvrir tout cela, mais Raoul avait tout organisé, avec guides et brochures. Et chaque matin, au soleil, devant la mer, il racontait le périple qu'ils avaient fait la veille. Un jour, je les ai pilotés dans des coins que les habitués connaissent et j'ai compris que les choses s'étaient passées autrement jusque-là par pudeur, par respect. Il attendait que je me propose mais n'aurait jamais demandé.

Cette délicatesse, ce rapport aux autres, dans tous les domaines, dont le seul fil à plomb était la recherche de l'authenticité, sans contrainte ni pression, fût-elle affective, sans anathème ni faiblesse, c'était Raoul. Peu après notre retour, Christiane nous appelait... Je n'arrive toujours pas à me faire à l'idée que j'ai ainsi perdu des instants de ses derniers jours pour ne même pas avoir imaginé qu'il pourrait nous quitter un jour.

Je le connaissais depuis mon entrée à l'OCI en 65, mais... comme ça ; une sympathie instinctive qui faisait qu'on se saluait chaleureusement dans la cour du local. Nous nous sommes beaucoup rapprochés en 87, après mon départ du PCI, grâce à Johnny, pour qui il était l'étoile du Nord, entre un aller et un retour Sao Paulo/Paris. Durant cette longue période de réflexions et d'interrogations qui commençait, il est devenu la mienne aussi, et, souvent, je me prenais à penser «Que ferions-nous sans lui ?»

Pendant ces années de «ventre mou des masses et d'airain du capital», la rue Custine devint un irremplaçable refuge pour ceux qui, quittant la «nef

des fous», mais bien persuadés que «le socialisme est le seul but...», avaient besoin de comprendre ce qui s'était passé, sans rire ni pleurer ; comprendre pour hier et pour demain, grâce à ce témoin et acteur de l'histoire révolutionnaire, de l'histoire tout court. Tout paraissait si évident, car tout était mesuré à l'aune d'un siècle et demi d'histoire du mouvement ouvrier, de siècles d'histoire de l'humanité et, comme le disait Charles : lui-même n'était-il pas un personnage sorti d'un livre de Victor Serge ?

Sa vie se confondait avec ces épopées dont nous nous réclamions, mais lui ramenait tout à la dimension humaine. Iconoclaste dans l'âme, il passait tout au crible de la lucidité et du bon sens. Son seul souci : maintenir des liens entre tous ceux qui, un jour, seraient susceptibles de se retrouver, même s'ils avaient pris provisoirement des chemins différents, cédant à l'impatience, à la lassitude ou au découragement.

Comme dit Louise Labé, nous essayions de «voler sur lui quelque étincelle», mais en vain. Dès que nous sortions du 44, des idées, des intuitions restaient, mais la magie de la vie disparaissait. Il aurait fallu filmer, enregistrer Raoul en permanence : prendre des notes était vain...

Souvent, nous nous sommes demandés, nous lui avons demandé pourquoi il n'avait pas mené bataille pour déboulonner Lambert. Il n'avait pas de réponse convaincante à cette question ; Christiane, elle, m'a convaincu : elle pense que la lutte pour le pouvoir lui étant étrangère, il n'a jamais engagé cette bataille.

Depuis lors, chaque fois que j'y pense, cela me renvoie à cette image de Marlon Brando dans *Viva Zapata* se surprenant à entourer de rouge le nom d'un paysan qui l'accuse de les laisser tomber depuis qu'il est à Mexico, et décidant sur le champ de retourner avec ses hommes dans le

# Gastronomie et

**J**e suis bien obligé de faire une mise au point préalable : je ne me suis dernièrement livré à aucun abus ; j'ai été d'une sobriété parfaite. Je dois tout au plus avouer que j'éprouve ces derniers jours une légère griserie, une discrète euphorie. Mais c'est tout simplement l'effet que me procure une grève en train de se généraliser, le spectacle de ces millions de gens qui sont las d'être assommés et qui, soudain, redressent la tête et combattent...

Cette mise au point était nécessaire. Jugez-en : un ami m'avait, non sans quelque perfidie (il connaît mon passé de militant du PCI), transmis une photocopie d'un article du *Point*. On y lisait que Jacques Chirac, dans le cadre de l'activation de ses «réseaux», avait déjeuné avec Alexandre Hébert et Pierre Lambert. «Allons, m'étais-je dit : Pierre Lambert, dans les réseaux de Jacques Chirac ? Encore une calomnie...». Je lis plus assidûment *Le Monde* et *Le Canard Enchaîné*. Confirmation de l'information... La calomnie prenait de l'ampleur, s'étoffait de détails. Mais après tout, n'est-ce pas précisément le propre de la calomnie ? «*Croyez qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreurs, pas de conte absurde, qu'on ne fasse adopter aux oisifs d'une grande ville, en s'y prenant bien : et nous avons ici des gens d'une adresse !*» (*Le Barbier de Séville*, Beaumarchais). Bazile pourrait avoir dit cela la semaine dernière...

J'attendais donc un démenti, que sais-je, des poursuites pour diffamation contre *Le Point*, *Le Monde*, *Le Canard Enchaîné*. Toujours prompt à réagir, *Informations Ouvrières* (que je fréquente de loin en loin, on ne se refait pas) allait dévoiler la machination, organiser la contre-attaque. Une semaine, deux semaines ; rien. Enfin, dans le numéro 207 (semaine du 22 au 28 novembre 1995), en dernière page, bien visible, la réponse est enfin arrivée.

On y découvre la lettre (repro-

duite en fac-similé) que Michel Rochette (secrétaire général de la section Force ouvrière des organismes sociaux employés et cadres) a écrite à Alexandre Hébert, membre de la commission exécutive confédérale de la CGT-FO, pour lui demander d'intervenir pour que s'ouvrent des négociations avec «l'employeur». En marge, Hébert, qui adresse cette lettre à Pierre Lambert, lui affirme qu'il s'«en occupe, bien entendu».

Cette «réponse» m'a sidéré : j'attendais un démenti indigné, je trouve une confirmation sans fard.

Et puis, j'ai enfin compris mon erreur. J'ai relu plus attentivement la page, j'en ai décomposé les éléments : coups de matraque contre *Le Monde*, menaces obscures contre Laurent Mauduit (aurait-il un passé inavouable ?) ; une lettre manuscrite de Michel Rochette, manifestement adressée à Alexandre Hébert, lequel l'a transmise à Pierre Lambert en y ajoutant un petit mot : tout est enfin clair. Il suffit d'un peu d'imagination, on reconstitue alors facilement le film. Suivez-moi bien :

1- Jacques Chirac a nommé Juppé Premier ministre pour réduire la fracture sociale, dans le respect des conventions collectives et de la loi du 11 février 1950.

2- La créature échappe à son créateur : Juppé se rue sur les conventions collectives et la loi du 11 février 1950 et les saccage, en même temps que la Sécurité sociale, les retraites, les salaires, et j'en passe.

3- Michel Rochette assiste à ce massacre. Et en plus, voilà que Juppé ne veut plus négocier avec lui dans le cadre de la Charte d'Amiens et du respect des conventions collectives. Son sang ne fait qu'un tour : il faut agir !

4- Soudain, la lumière : «Mais bon sang, c'est bien sûr ! Il suffit d'écrire à ce bon vieil Hébert. Lui (lui seul ?), il est attaché à la Charte d'Amiens, à la loi du 11 février 1950, aux conventions collectives... Il va nous arranger ça, obtenir de l'employeur de vraies négocia-

tions !» Aussitôt dit, aussitôt fait.

5- Hébert reçoit la lettre. Il est très attaché à la Charte d'Amiens, aux ..., etc., tout ça, quoi. Il réfléchit : que faire ? Et puis la réponse s'impose brusquement à lui, qui est membre de la commission exécutive confédérale de la CGT-FO : dans le cadre de l'indépendance réciproque des syndicats et des partis, il transmet la lettre à Pierre Lambert, responsable du Parti des Travailleurs. Comme les relations respectueuses de toutes ces règles n'excluent pas la tendresse entre vieux camarades, il lui précise cependant en marge de la lettre que «Bien entendu, je m'en occupe». Il ne faudrait pas que Pierre Lambert se mette à se faire du souci.

6- Il s'en occupe donc. Et, si j'ai bien compris, il va déjeuner, en compagnie de Pierre Lambert, avec «l'employeur». Et les voici à table avec... Jacques Chirac. *Informations ouvrières* ne dit rien ni du menu (gastronomique ?) ni de la teneur des discussions.

Aux militants du Parti des travailleurs d'apprécier cette cuisine, d'y réfléchir J'ai été longtemps militant de l'AJS et de la FER, de l'OCI et du PCI. J'ai entendu successivement que Stéphane Just, Charles Berg, Pierre Broué, Pédro, Cambadélis, Langevin, etc., étaient liés, peu ou prou, à l'Elysée, ce qui justifiait insultes, calomnies, violences physiques. Avec quelques camarades, nous avons entrepris, il y a un peu plus d'un an, de rédiger le texte que nous reproduisons en page 7. Aussitôt, deux lettres de *Correspondance Internationale* déversaient un torrent de calomnies sur les signataires.

Autant prévenir : nous ne tolérerons aucune calomnie, aucune violence ni menace physique : ces mœurs sont celles du stalinisme.

Bon appétit, messieurs.

Le 4 décembre 1995

Gianni Dalla